

Baromètre de l'Industrie Financière Africaine

Sommaire

01 Avant-propos

02 Stratégie & Business Model

03 Gouvernance & Gestion des Risques

04 Cadre Réglementaire

05 Innovation

06 Développement Durable

07 Méthodologie

08 Contacts



Avant-propos

Avant-propos

Deloitte et son partenaire Jeune Afrique Media Group sont heureux de publier la deuxième édition du baromètre de l'industrie financière africaine réalisé dans le cadre de l'Africa Financial Industry Summit-AFIS, qui s'est tenu les 28 et 29 novembre 2022. À travers une trentaine de questions adressées aux dirigeants d'institutions financières cette enquête, menée en septembre 2022, offre un tour d'horizon des enjeux et perspectives de la transformation du secteur. Ce baromètre est publié dans un contexte marqué par la faillite soudaine de deux banques régionales américaines et les déboires de l'ex-géant Crédit Suisse racheté par UBS. L'impact de cette crise sur l'industrie bancaire Africaine est en cours d'analyse* mais ne devrait pas changer fondamentalement les riches enseignements tirés de notre enquête.



Confiance en l'avenir mais vigilance accrue à court terme

Avec seulement 15% des répondants qui anticipent un contexte macroéconomique défavorable dans les trois années à venir, **l'industrie financière a exprimé une certaine confiance en l'avenir**. En effet, 65% des dirigeants d'institutions financières considèrent leur **industrie de plus en plus attractive**.

D'autre part, les **avancées majeures récentes** telles que le déploiement du projet pilote du Système de Paiement et de Règlement Panafricain ou **PAPSS** (Pan-African Payment and Settlement System) ou la mise en ligne **d'AELP Link** (plateforme d'interconnexion permettant la négociation de titres cotés en bourse sur les sept places boursières participantes), renforcent cet état d'esprit.

L'industrie financière reconnaît, toutefois, faire face à des **pressions à court terme**, telles que **l'inflation**. En effet, si elle persistait, cette pression pourrait contraindre les institutions financières à adapter leur approche commerciale (pour plus de 40% des répondants) ou leur tarification (pour plus de 50% des répondants) afin de limiter l'impact sur leur rentabilité et leur solvabilité.

La menace grandissante représentée par les **risques de cybersécurité** constitue un autre point de vigilance. Pour la 2^e année consécutive, ces risques **se placent en tête des préoccupations des institutions financières**, devant le risque opérationnel.

(*) à travers un sondage additionnel adressé aux participants de l'enquête fin mars 2023

Avant-propos

De grandes ambitions contrariées par d'importants challenges

Dans la continuité du baromètre précédent, l'industrie poursuit sa transformation stratégique vers des modèles plus agiles axés sur les services et le numérique. Pour mener à bien cette ambition, elle investit dans les domaines clés, au premier rang desquels, le capital humain et la technologie.

La transformation digitale reste un chantier prioritaire étant donné que moins de 10% des institutions interrogées estiment avoir atteint le niveau espéré.

La mutation rapide du secteur est également portée par le phénomène de *l'open data ou open banking / insuring*. Ce phénomène permet aux institutions financières traditionnelles d'innover en ouvrant leurs systèmes aux fintechs. Près de 38% de l'échantillon interrogé déclare avoir déjà initié de tels partenariats.

En parallèle, 63% des institutions considèrent les **cryptoactifs** comme une opportunité qui nécessite cependant un encadrement par les régulateurs.

Ces grandes ambitions restent néanmoins entravées par des difficultés structurelles dont la faible profondeur des marchés financiers, la limitation des instruments d'atténuation des risques et la faiblesse, voire l'absence de réglementation sur certaines thématiques émergentes dont la finance digitale.

L'industrie financière peine à jouer un rôle moteur dans la transition énergétique. Seule une minorité d'institutions financières (23%) déclarent avoir déjà défini une trajectoire de décarbonation. Le solaire constitue l'investissement énergétique privilégié pour les cinq prochaines années.

Faible intégration des enjeux de durabilité



Ramatoulaye Goudiaby
Directrice d'AFIS – Jeune Afrique Media Group



Aristide Ouattara
Associé Leader Industrie Financière
Deloitte Afrique Francophone



Stratégie & Business Model

Stratégie & Business Model

Relever les défis et saisir les opportunités liées aux nouveaux *business models* et aux nouvelles stratégies

Confiance certaine en l'avenir

- Malgré un contexte mondial défavorable (crise Russo-Ukrainienne, risques climatiques,...) **les institutions financières n'en restent pas moins confiantes**, avec seulement 15% de répondants prédisant un contexte macroéconomique défavorable dans les trois années à venir.
- **L'industrie reste dynamique** et bénéficie d'une meilleure structure initiée par les bailleurs de fonds, de la mise en œuvre de certaines réformes par les autorités publiques et de nouvelles opportunités de marché favorisées par **l'inclusion financière**.

Investissement dans le capital humain au cœur des priorités

- **L'investissement dans le capital humain est prioritaire** pour l'ensemble de l'industrie, devant la technologie.
- Au sein du secteur bancaire, les **investissements centrés sur l'amélioration de l'expérience client** sont considérés comme cruciaux alors les assureurs investissent d'abord dans **l'efficacité opérationnelle** puis dans le **capital humain**.

Partage de données et interopérabilité : une collaboration plus étroite entre pairs

- L'industrie affiche un **intérêt plus important** dans les partenariats techniques notamment de **partage indirect d'informations (Open Data)**.
- Ces partages portent principalement sur les **données d'incidents de risques** (environ 50%), de données de **fraude** (42%) et sur **l'interopérabilité des paiements numériques** (50%).

Une maturité insuffisante pour satisfaire les besoins du secteur financier

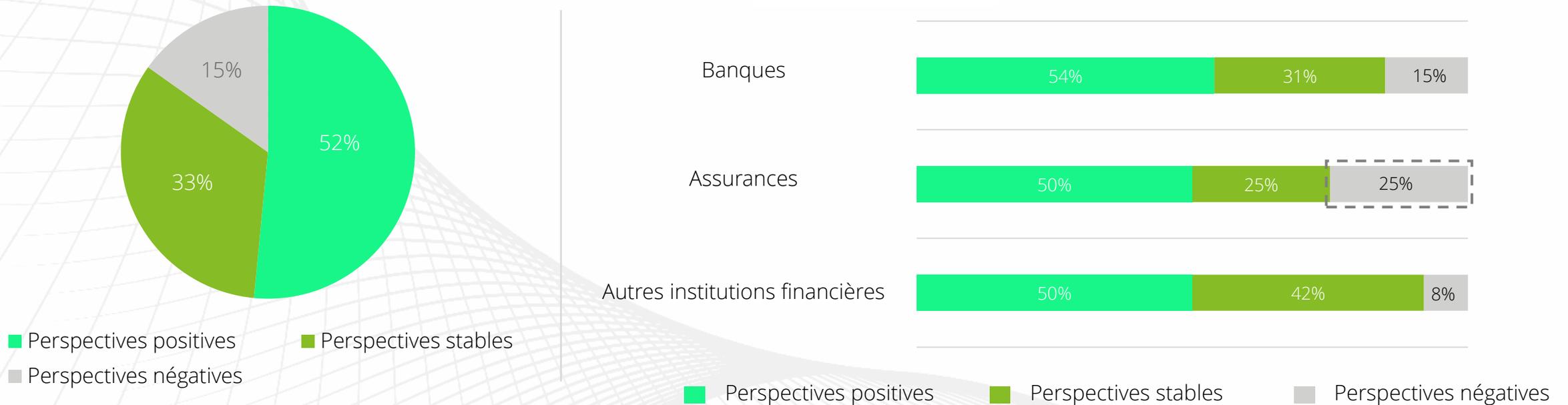
- **L'absence d'un marché financier disposant d'une taille critique** et proposant un éventail d'instruments financiers suffisants reste un **obstacle** dans la réussite de la transformation de l'industrie.
- Des initiatives fortes sont attendues en matière d'**infrastructures de marché** et de **réglementation** afin d'améliorer la **profondeur du marché**.

Stratégie & Business Model

Des assureurs plus inquiets sur l'avenir du secteur

En dépit d'une conjoncture incertaine et de la difficulté à amorcer la relance économique, les institutions financières restent confiantes quant aux perspectives économiques des marchés locaux et internationaux. En revanche, ces perspectives sont négatives pour 25 % des assureurs.

1.1 Quelles sont vos perspectives économiques pour les 3 prochaines années ?

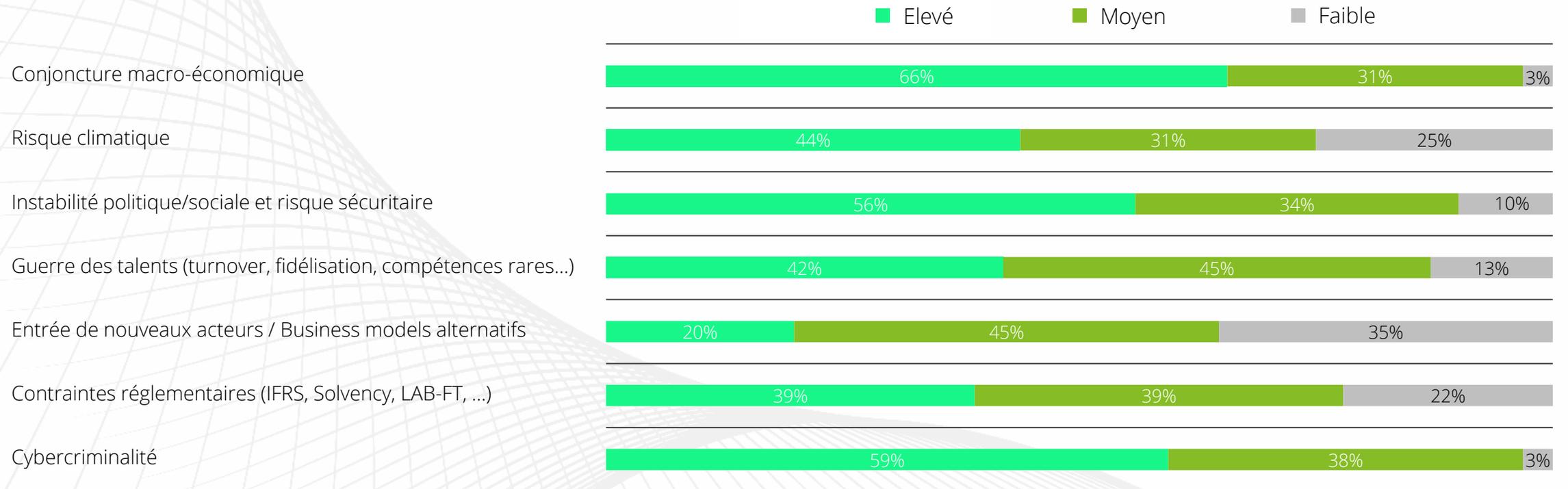


Stratégie & Business Model

Des menaces conjoncturelles exacerbées par la globalisation et la forte imbrication des marchés financiers

La conjoncture macro-économique, la cybercriminalité et l'instabilité politique, sociale ainsi que les risques sécuritaires ont été identifiés comme les menaces les plus répandues. À l'inverse, le secteur ne considère pas l'arrivée de nouveaux acteurs comme une menace (ou danger pour ne pas répéter menace).

1.2 Comment évaluez-vous le niveau des menaces ci-dessous dans le contexte économique actuel ?



Stratégie & Business Model

Une pression inflationniste qui pousse le secteur financier à anticiper et à réagir

Dans cette conjoncture inflationniste, les institutions financières cherchent le bon équilibre entre la sécurisation des revenus, la maîtrise de leurs risques techniques et opérationnels ainsi que l'optimisation de leur gestion financière, tout en veillant au respect des ratios prudentiels.

1.3 En raison de la pression inflationniste et de ses répercussions (i.e., hausse des taux directeurs), quels sont les impacts anticipés ou leviers d'action prévus ?

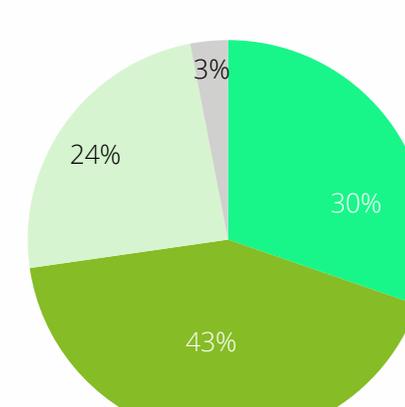
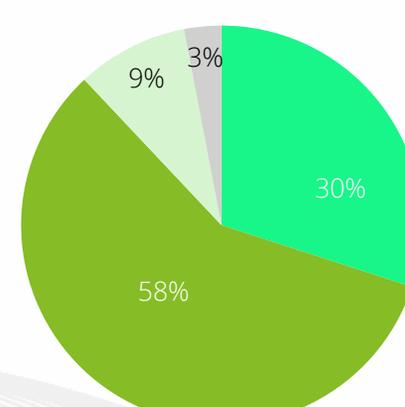
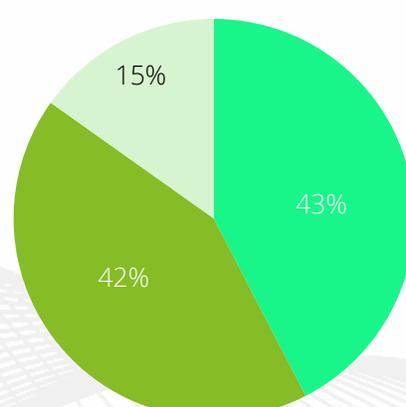
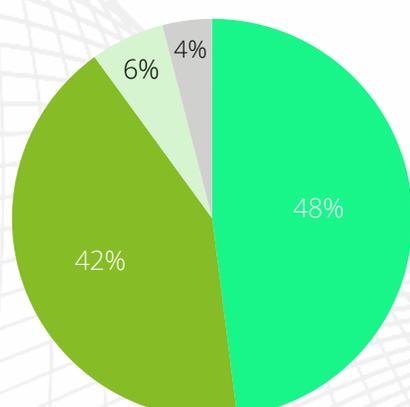
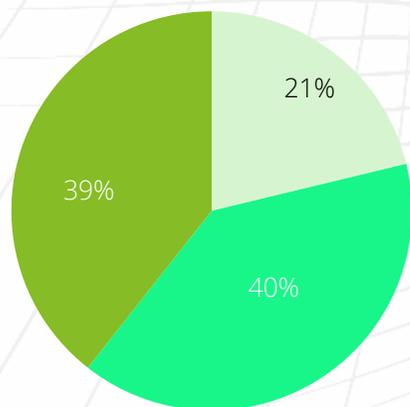
Impact sur l'offre produits (i.e. lancement de produits d'épargne indexés sur l'inflation, etc.)

Revue de la politique tarifaire (i.e., hausse des taux d'intérêts clients / primes d'assurance)

Durcissement des politiques de souscription / acceptation des risques / octroi de crédit

Impact sur l'ALM (Asset & Liability management) et la stratégie de refinancement / investissement

Impact sur le capital



■ Très probable

■ Probable

■ Peu probable

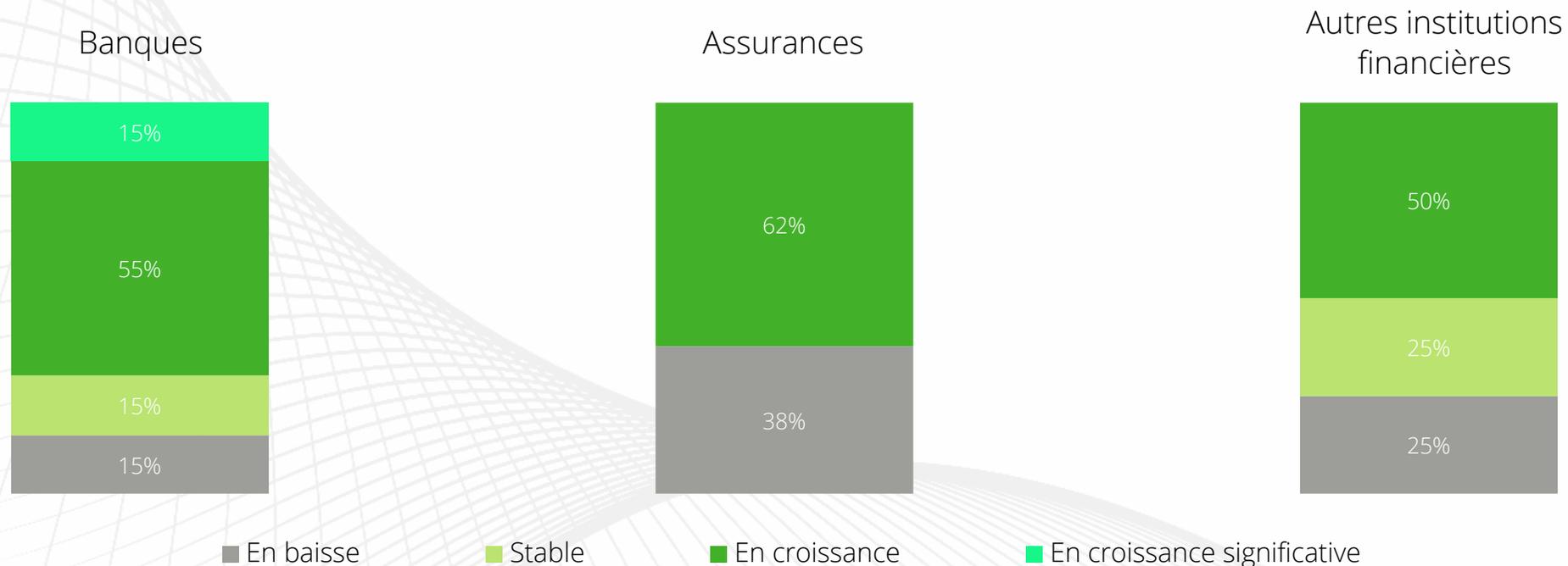
■ Ne sais pas

Stratégie & Business Model

Un secteur toujours dynamique

Malgré le retrait de certains groupes bancaires internationaux, l'industrie reste dynamique grâce à l'émergence des institutions régionales et des champions africains. Elle bénéficie, en outre, d'une meilleure structure initiée par les bailleurs de fonds, de la mise en œuvre de certaines réformes par les autorités publiques et de nouvelles opportunités de marché favorisées par l'inclusion financière.

1.4 Comment jugez-vous l'évolution de l'attractivité de l'industrie financière africaine vis-à-vis des partenaires et investisseurs internationaux ?

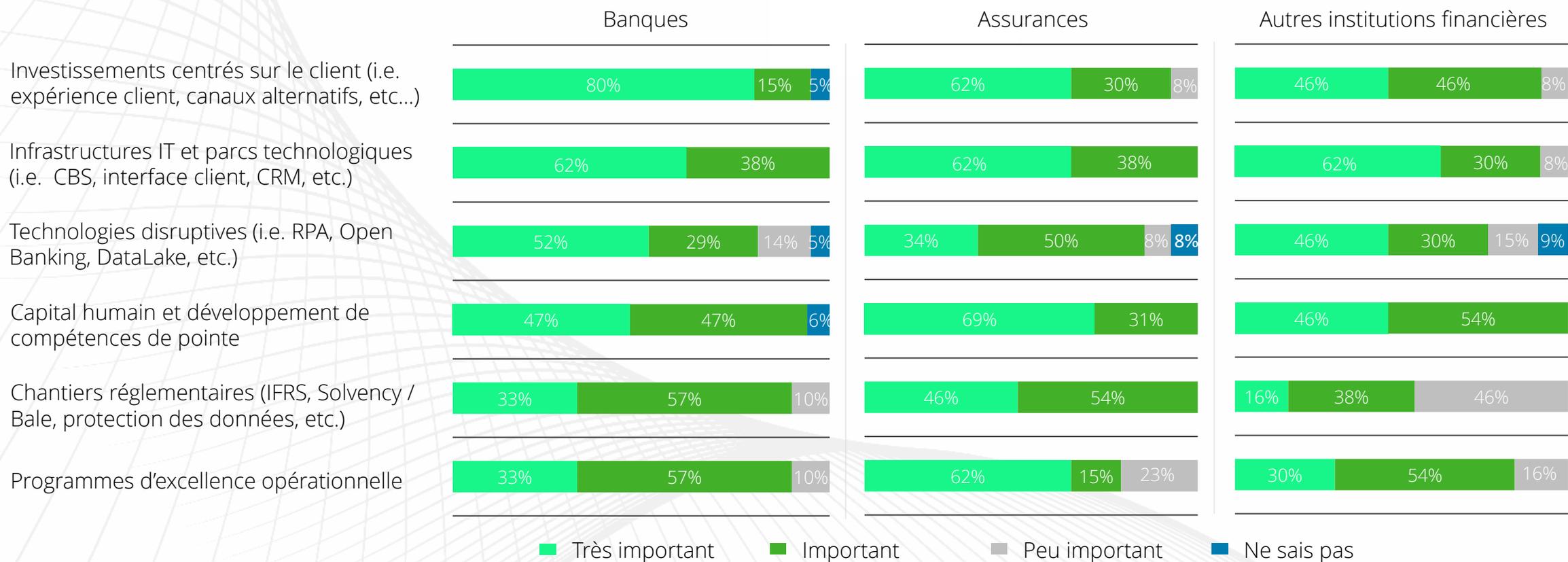


Stratégie & Business Model

L'investissement dans le capital humain au cœur des priorités

Le capital humain représente un axe d'investissement prioritaire pour l'ensemble de l'industrie, devant la technologie. Au sein du secteur bancaire, les investissements centrés sur l'amélioration de l'expérience client sont également considérés comme cruciaux. Quant aux assureurs, ils privilégient l'efficacité opérationnelle.

1.5 Quels sont les chantiers internes et investissements prioritaires pour votre organisation sur les 3 prochaines années ?



Stratégie & Business Model

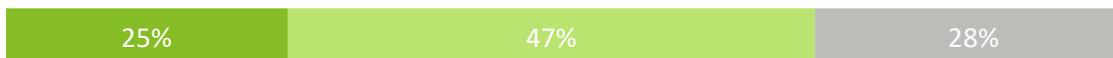
Partage de données et interopérabilité: une collaboration plus étroite entre pairs

Une majorité d'institutions interrogées ont mis en place ou envisagent d'établir des partenariats techniques avec leurs pairs, avec une préférence pour le partage indirect de bases de données. Ce partage porte principalement sur les données d'incidents de risque (50%), de données de fraude (42%) et sur l'interopérabilité des paiements numériques (50%).

1.6 Seriez-vous prêt, à court/moyen terme, à établir les partenariats techniques suivants avec vos concurrents du secteur financier ?

■ Oui, déjà opérationnel ■ Non, mais planifié à court / moyen terme ■ Non, et pas planifié à court / moyen terme

Partage direct de bases de données d'incidents de risque (par exemple, défaut de paiement, double assurance automobile, etc...)



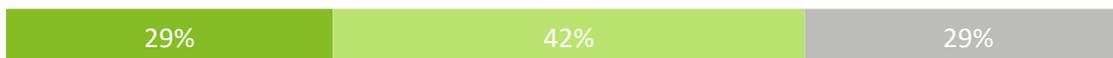
Partage indirect de bases de données d'incidents de risque (via un tiers de confiance)



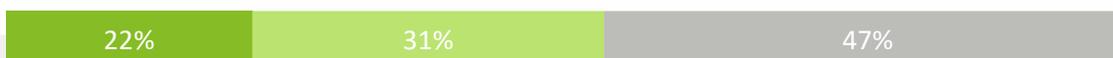
Partage direct de bases de données sur la fraude et le blanchiment d'argent



Partage indirect de bases de données sur la fraude et le blanchiment d'argent



Partage de menaces ou d'incidents liés à la cybersécurité (par exemple, via un centre de cyber-renseignement partagé).



Interopérabilité des paiements numériques

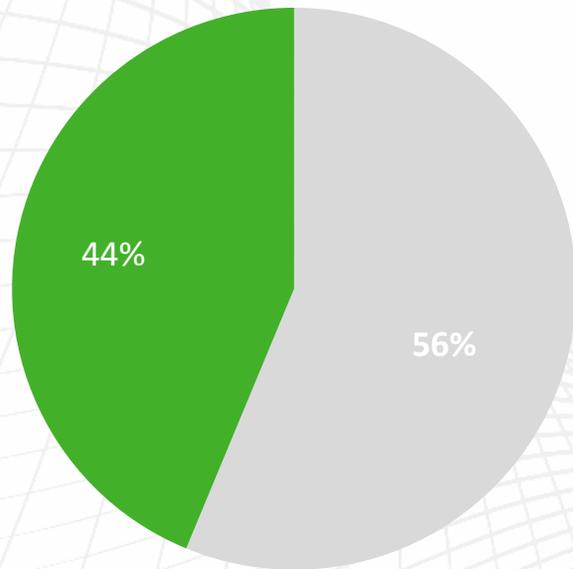


Stratégie & Business Model

Une maturité insuffisante pour satisfaire les besoins du secteur financier

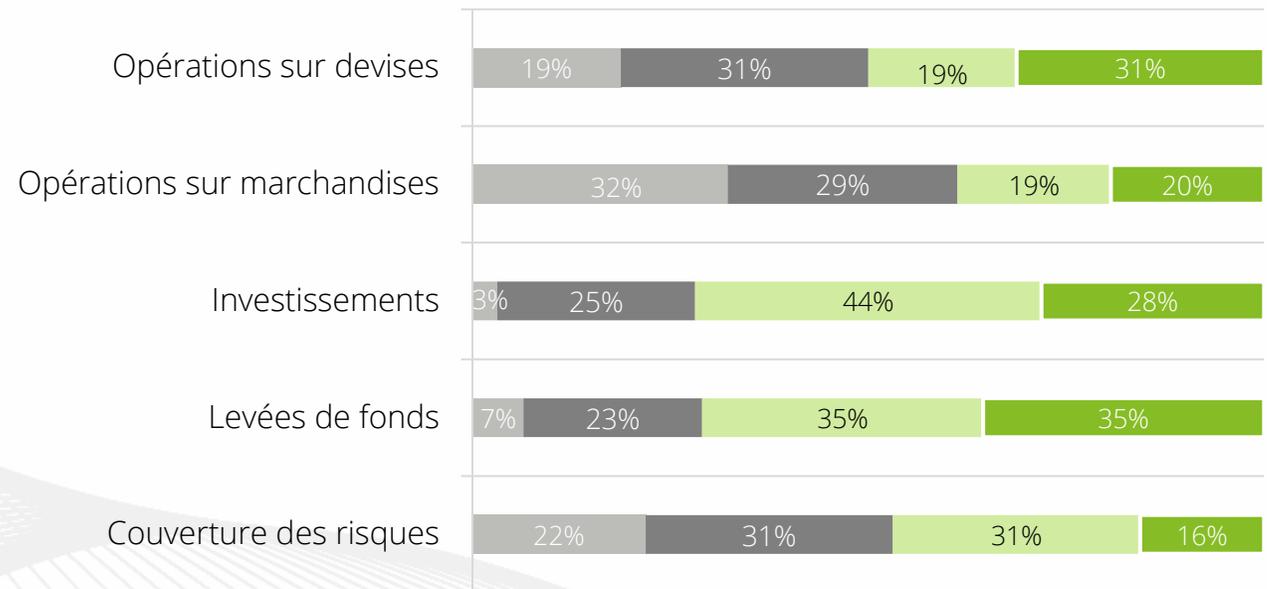
Le marché des capitaux se développe mais ne permet pas encore de satisfaire les besoins du secteur. Par ailleurs, les instruments disponibles n'offrent pas la profondeur, la liquidité et la variété nécessaires pour opérer à l'international.

1.7 Comment évaluez-vous votre satisfaction concernant la profondeur/liquidité/variété des instruments sur le marché des capitaux ?



■ Non satisfaisant ■ Satisfaisant

1.8 Quel est votre niveau d'accès aux marchés de capitaux pour les objectifs suivants ?



■ Non existant ■ Très insuffisant ■ Insuffisant ■ Convenable / Suffisant

Stratégie & Business Model

Interconnexion des Marchés Financiers Africains

Table Ronde
Stratégique
AFIS - 28
Novembre
2022

Modérateur



El Mehdi Ghissassi
Associé Deloitte

Chair



Ripert Bossoukpe
SG, AMF-UMOA.

Invités d'honneur



Paul-Harry Aithnard
DG, Ecobank Côte d'Ivoire



Aminata Mbaye, Directrice de
l'Ingénierie Financière, CGF Bourse

- Le développement de l'interconnexion des marchés africains intervient comme une réponse à la forte fragmentation des bourses en Afrique. La mise en œuvre de la plate-forme d'interconnexion AELP Link, suivie par les récentes mesures réglementaires poussant à l'intégration des marchés démontrent que **l'interconnexion au développement du marché présente des enjeux bien au-delà des aspects réglementaires.**
- Les grands défis résident donc dans la capacité à standardiser les processus, à accélérer la transformation numérique tant du côté des investisseurs que des émetteurs afin d'évoluer vers d'excellents droits d'exécution, avec des délais conformes aux normes internationales, ce qui augmentera le volume et la transparence sur les marchés internationaux.

Politiques de change, libéralisation du compte de capital, systèmes juridiques: comment harmoniser les cadres réglementaires et les rendre propices à l'innovation?

- Des améliorations ont été apportées sur le plan réglementaire, mais il est nécessaire que les acteurs se conforment aux normes internationales.
- Il faudra envisager une plateforme unique qui permette l'exécution des ordres sur le continent à travers toutes les chaînes de valeur en répondant aux exigences internationales et de sécurité des données.
- Cependant, le succès de l'interconnexion des marchés dépendra de la sélection d'acteurs panafricains ayant une maturité suffisante pour attirer des investisseurs internationaux.
- La réglementation devra mettre en place un cadre harmonisé d'agrément des courtiers afin de faciliter la souscription d'émissions dans tous les pays du continent.

Bourse en ligne, portail d'information, systèmes de négociation: faciliter l'accès aux marchés grâce à la technologie

- La mise en place d'un portail d'informations numériques fiable et complet représenterait une réelle opportunité pour les marchés africains. Toutefois, des défis subsistent eu égard à la qualité de la technologie, la sécurité et l'intégrité des plateformes, d'autant plus que le système bancaire dispose d'une architecture appropriée sur laquelle les plateformes de marché peuvent être envisagées.
- La forte dynamique du taux de pénétration des smartphones en Afrique présente des opportunités pour les marchés financiers. Il est donc nécessaire d'impliquer les fintechs, qui ont déjà démontré leur capacité à apporter des solutions innovantes et moins coûteuses.

Quelles mesures spécifiques sont nécessaires pour attirer les investisseurs institutionnels et particuliers?

- Les produits présents sur les marchés sont peu compétitifs et révèlent un manque d'ingénierie et de réflexion dans leur conception.
- Il est nécessaire d'innover dans des produits variés et adaptés aux besoins spécifiques des clients afin de susciter l'intérêt d'un grand nombre d'investisseurs.
- Attirer des investisseurs institutionnels et internationaux requiert des critères d'efficacité, de profondeur du marché et de sophistication des produits.
- Capter la clientèle de détail passe par l'éducation financière, des produits adaptés à leur profil de risque et à leur connaissance des marchés.

Privatisation partielle, soutien aux PME : comment stimuler les introductions en bourse?

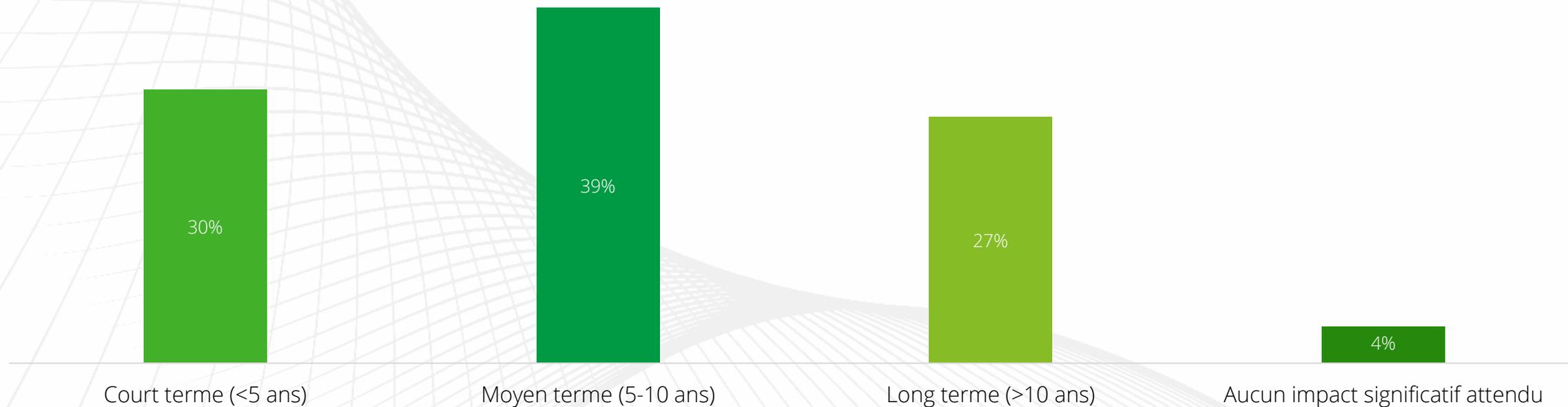
- Au-delà des exigences réglementaires, de transparence et des coûts, les PME rechignent à s'introduire en Bourse de peur d'ouvrir leur capital et à cause de considérations culturelles.
- Alors que les PME préfèrent se financer auprès de banques et de fonds de capital-investissement, les marchés de capitaux demeurent un secteur privilégié pour leur développement au regard des opportunités offertes par la ZLECAF, (cf PAPPS)

Stratégie & Business Model

ZLECAf, une opportunité majeure à concrétiser

Plus de 70% des institutions financières estiment que la ZLECAf aura un impact positif sur l'industrie. Les opportunités de commercialisation de produits et services en monnaies africaines, le système de paiement homogénéisé (PAPSS ou *Pan-African Payment and Settlement System*) et le financement des chaînes d'approvisionnement qui vont se multiplier dans les années à venir pourraient jouer un rôle moteur.

1.9 Quand estimez-vous que la ZLECAf aura un impact positif sur votre industrie ?



Stratégie & Business Model

Parole de leaders



Delphine Traore
CEO - Allianz Africa



L'Afrique est à un tournant de son histoire ! Nous sommes confrontés à une augmentation des catastrophes naturelles face auxquelles nous avons du mal à nous adapter. L'insécurité alimentaire augmente, l'environnement macroéconomique et géopolitique est fragile. Malgré tout cela, nous constatons l'agilité des pays africains dans le secteur financier et dans le domaine des Fintech en particulier. Ces secteurs connaissent une croissance plus rapide que l'économie en général.



« Il n'y pas de meilleur moment que maintenant pour investir en Afrique, si nous voulons bénéficier du potentiel qu'elle offre. Les jeunes, nombreux sur le continent seront non seulement les leaders de demain, mais aussi une base de consommateurs et de compétences solides dont le reste de la population vieillissante du monde pourra bénéficier.

Nous devons donc regarder bien au-delà des défis auxquels l'Afrique est confrontée aujourd'hui. »

Nous avons également un continent qui possède plus de 60 % des terres arables du monde et dont plus de la moitié de la population est engagée dans l'agriculture. Imaginez que nous puissions combiner la puissance de la technologie et les mécanismes de financement innovants que nous voyons émerger pour non seulement, investir dans les agriculteurs, mais aussi leur donner accès à des marchés qu'ils n'ont peut-être pas aujourd'hui ; tout cela pendant que nous continuons à investir dans l'adaptation au climat et la formation de nos jeunes.



Yassin Bayo,
CEO Groupe - Vista Bank



« La stratégie du groupe Vista vise à favoriser l'intégration régionale et transfrontalière qui crée de la valeur pour l'économie africaine, assure le développement social et soutient la croissance durable. »



Le groupe Vista opère actuellement en tant que banque commerciale. Elle fournit une gamme complète de services à une clientèle diversifiée comprenant des particuliers, des entreprises, des PME ainsi que le secteur public.

L'ambition du groupe Vista est de construire un groupe d'institutions financières panafricaines de classe mondiale et de contribuer à l'inclusion économique et financière en Afrique.

Combinant croissance organique et externe, le groupe Vista vise à fournir une gamme complète de produits et services allant des produits bancaires de détail traditionnels aux services CIB spécialisés, tout en développant de nouveaux secteurs pour générer de nouveaux flux de revenus (assurance, banque numérique, méso-finance, crédit-bail).

Notre rôle au sein du Groupe Vista Bank est de soutenir les économies africaines pour apporter des solutions financières à long terme dans les secteurs prioritaires tels que :

- Les infrastructures et l'économie numérique
- Les énergies fossiles et renouvelables
- L'agriculture et la sécurité alimentaire
- L'immobilier
- La santé et l'éducation

Stratégie & Business Model

Parole de leaders



Gildas N'ZOUBA
CEO - SUNU Assurances Vie
CI



« Le digital, véritable accélérateur de nouveaux modèles économiques, doit permettre d'absorber de la croissance avec un coût marginal de plus en plus minime. »

L'industrie financière africaine reste très attractive pour les investisseurs et partenaires internationaux. Le faible taux de couverture des populations en matière de produits d'assurance offre des perspectives de croissance durable et rentable dans ce secteur.

Acteur majeur panafricain, SUNU connaît depuis 5 ans une dynamique de croissance forte. Elle s'accompagne par un renforcement de sa gouvernance et de son cadre de gestion des risques tout en améliorant l'efficacité opérationnelle. Une attention particulière est portée sur l'amélioration de l'expérience à travers notamment l'innovation et des investissements significatifs dans les systèmes d'information et le capital humain. L'une des clés de la réussite de cette stratégie de croissance réside dans la digitalisation.

SUNU a d'ailleurs lancé depuis 2018, un vaste programme de digitalisation qui est aujourd'hui structuré autour d'une vingtaine de projets et de solutions innovantes couvrant des processus orientés clients, des processus internes et l'infrastructure technologique.

Julian Kingsley OPUNI
Managing Director - Fidelity
Bank Ghana



« Dès qu'il s'agit de disruption, on a envie de faire partie de l'aventure, d'être partie prenante du changement, et d'adapter sa vision du marché à celle des vainqueurs potentiels. »

En ce qui concerne les investissements prioritaires, nous nous concentrons sur les projets ayant un impact direct sur l'efficacité, la croissance directe des revenus et le client. La digitalisation reste un élément clé. En dépit de l'environnement difficile, nous pensons que le bas de la pyramide sera toujours attentif à l'accès au crédit à court terme. C'est pourquoi nous adaptons notre approche de prêt numérique au marché de masse. La priorité est également de renforcer notre structure autour de la cybersécurité.

Fidelity Bank est une banque particulièrement innovante sur son marché. En tant que partenaire de premier plan de MTN depuis 2012, la banque investit depuis plus de dix ans dans l'innovation et la collaboration. Nous sommes constamment à la recherche d'avantage concurrentiel sur les marchés et sur la disruption. Nous portons également un intérêt particulier à toute collaboration nous permettant de trouver de nouveaux marchés. Les Fintech qui proposent des produits destinés à accroître potentiellement les taux de pénétration de marché sont également d'une importance capitale pour Fidelity Bank.

Stratégie & Business Model

Parole de leaders



Gisèle
Gumedzoe Ouedraogo
DG - Coris Bank International



Les petites et moyennes entreprises (PME) sont au cœur du développement économique en Afrique. Elles constituent un groupe hétérogène, sont présentes dans divers secteurs d'activité et sont porteuses de croissance économique, inclusive et durable au sein d'un pays. Les PME représentent environ 90% des entreprises dans certains pays et leur contribution au PIB oscillent entre 30 à 35%. Malgré les mesures prises par les Etats africains pour leur développement, les PME rencontrent des difficultés d'accès au financement. Qui ? Les états ou les PME?

Leader sur son marché domestique et troisième banque de la zone UEMOA, Coris Bank International SA se positionne comme la banque de référence dans le financement des PME de la sous-région. A ce jour, elle finance près du quart des emplois clientèle de la place bancaire nationale. En outre, au cours des cinq dernières années, la banque s'est résolument orientée vers la digitalisation avec le déploiement des produits innovants et des mécanismes adaptés aux besoins de cette cible.

Au cours des prochaines années, grâce au renforcement continue de ses fonds propres, l'accompagnement des PME restera toujours une priorité dans la stratégie de Coris Bank International SA.

« Les PME constituent les acteurs majeurs de l'écosystème des économies africaines, leurs développements et leurs pérennités à travers le financement de leurs activités et les conseils aux promoteurs sont des sources de développement économique inclusive et durable. »



Mike Ogbalu
CEO - PAPSS



Le Système panafricain de paiement et de règlement – PAPSS – est une infrastructure de marché financier transfrontalière permettant de garantir les opérations de paiement en Afrique en toute sécurité. Il contribue à l'intégration financière entre les régions. Qu'il s'agisse d'achats, de transfert d'argent, de paiement de salaires, d'achat/vente d'actions ou de transactions commerciales importantes, l'infrastructure de PAPSS permet en temps réel de fournir une réponse fiable et rentable pour des paiements instantanés.

PAPSS travaille en collaboration avec les banques centrales africaines pour fournir un service de paiement et de règlement transfrontalier en vue d'augmenter les volumes et de faciliter les paiements des banques commerciales, prestataires de services de paiement et fintechs du continent. A l'heure où le commerce transfrontalier est une priorité et où l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) est désormais une réalité, PAPSS est prêt à faciliter l'augmentation attendue des volumes de paiements transfrontaliers.

« L'Afrique, qui possède le plus de terres arables et de minéraux au monde, est le continent qui lutte le plus contre la pauvreté et le sous-développement. La production, les activités de *trade* et la création de valeur sont essentiels à la prospérité du continent. Les services de paiement sont clés dans la création de valeur pour ces activités. PAPSS garantit des paiements transparents pour les biens et services à l'échelle du continent et contribue ainsi à la prospérité de l'Afrique. »

Gouvernance et Gestion des Risques



Gouvernance et Gestion des Risques

Quelle gouvernance adopter pour soutenir les nouveaux business models et mieux gérer les autres contraintes externes ?

Des instances de gouvernance renforcées

Les acteurs de l'industrie mettent en place de **nouveaux comités**, tels que les comités **stratégiques** (43%) ou les comités **éthique/responsabilité sociale** (32%), au sein de leur conseil d'administration, lesquels **viennent compléter les comités classiques** (audit, risques) déjà bien établis.

Des membres indépendants plus nombreux au sein des conseils d'administration

Le **recours aux administrateurs indépendants** se généralise : plus de la moitié des conseils d'administration déclarent vouloir se doter d'une instance constituée de plus de 25% d'administrateurs indépendants à moyen/long terme.

Des progrès attendus en termes de parité

D'importants progrès restent à faire en matière de parité au sein des organes délibérants, avec **près de 35% d'institutions financières affichant moins de 10% de femmes au sein des conseils d'administration en 2022**. Les institutions se montrent, en revanche, plus volontaristes, à moyen terme, en déclarant (pour près de 60%) vouloir dépasser le seuil de 25% de femmes dans leur conseil d'administration.

Cyber-risques, risques opérationnels et risques financiers au cœur des préoccupations

Dans un contexte de digitalisation et d'ouverture progressive des systèmes d'informations aux partenaires, **le risque de cybersécurité** représente, pour la deuxième année consécutive, la **première préoccupation** des institutions.

Des outils d'atténuation ou de transfert du risque de crédit encore insuffisants .

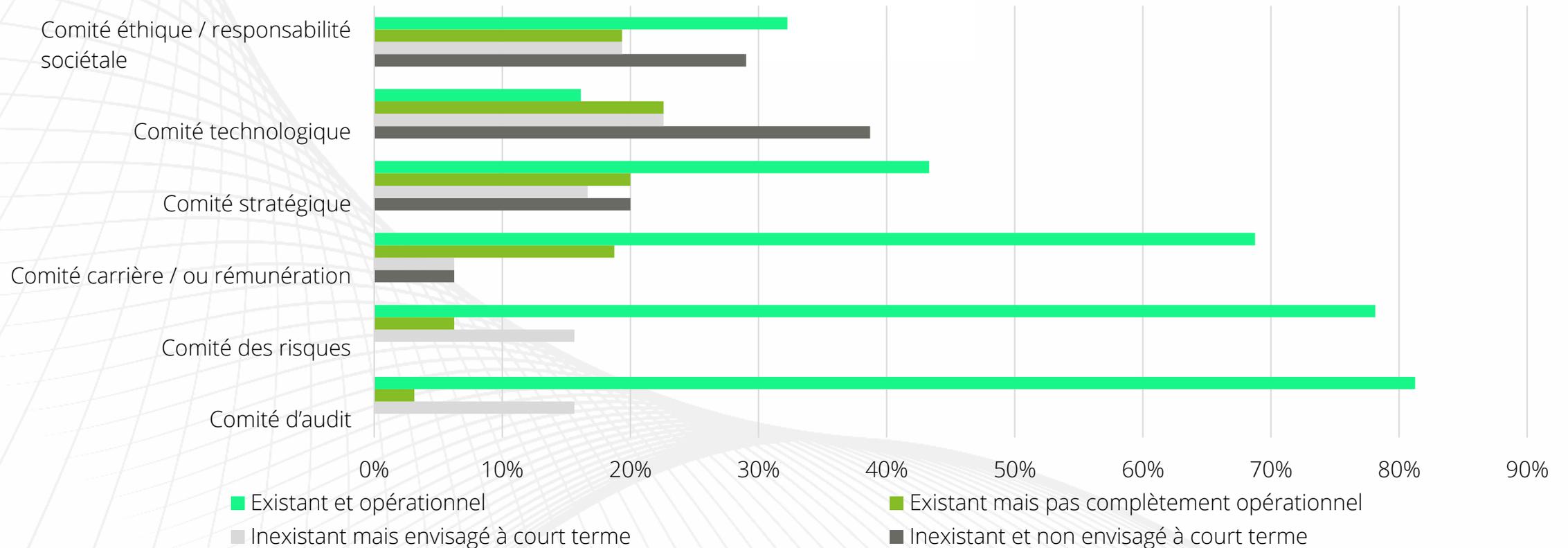
Dans la continuité du précédent baromètre, l'industrie ne bénéficie toujours pas d'outils de base lui permettant d'atténuer ou de transférer les risques financiers. Les **fonds de garantie**, qui présentent le niveau de maturité le plus élevé, **ne sont perçus comme suffisamment développés que par 6% des institutions**. Il existe très **peu de structures de défaillance**. La **titrisation de créances privées ou publiques est insuffisante** malgré le succès de la souscription lors des dernières opérations de titrisation réalisées en Afrique en 2022.

Gouvernance et gestion des risques

Des instances de gouvernance renforcées

De nouveaux comités – stratégique, éthique/responsabilité sociale – sont mis en place par les acteurs de l'industrie au sein de leur conseil d'administration. Ils viennent compléter les comités classiques (audit, risques) déjà bien établis.

2.1 Quels sont les comités spécifiques mis en place (ou prévus) au sein de votre Conseil d'Administration/Directoire ?



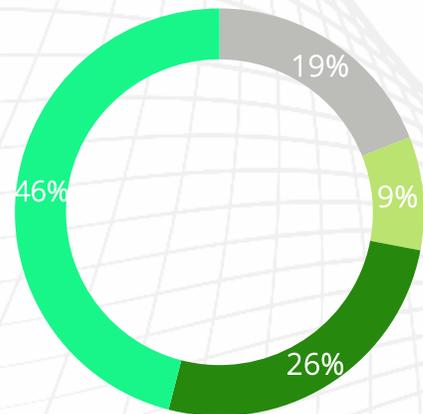
Gouvernance et Gestion des Risques

Des membres indépendants plus nombreux au sein des conseils d'administration

Le recours aux administrateurs indépendants se généralise : plus de la moitié des conseils d'administration déclarent vouloir se doter d'une instance constituée de plus de 25% d'administrateurs indépendants à moyen/long terme.

2.2 Quel est le pourcentage actuel et planifié d'administrateurs indépendants dans votre conseil d'administration/directoire ?

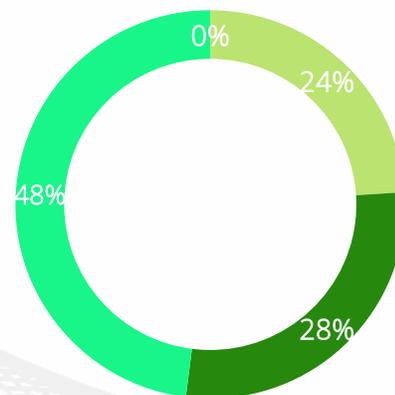
Actuellement



■ Aucun
■ 1% à 10%
■ 10% à 25%
■ >25%

A court terme

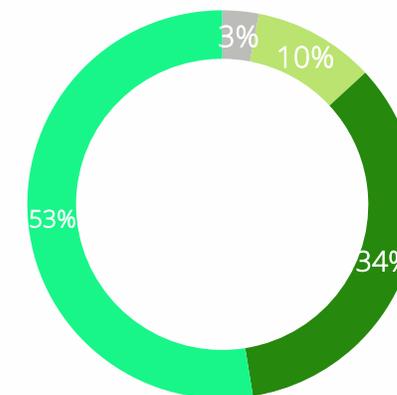
(dans les 12 prochains mois)



■ Aucun
■ 1% à 10%
■ 10% à 25%
■ >25%

A moyen / long terme

(+ 12 mois)



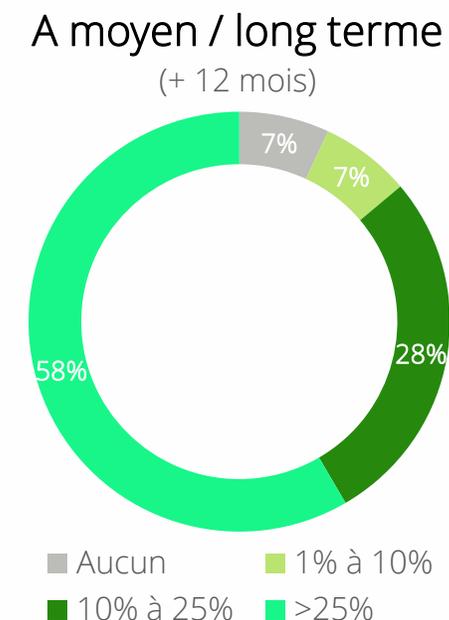
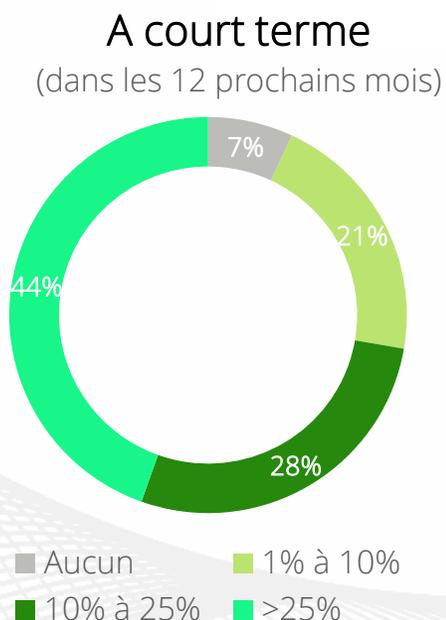
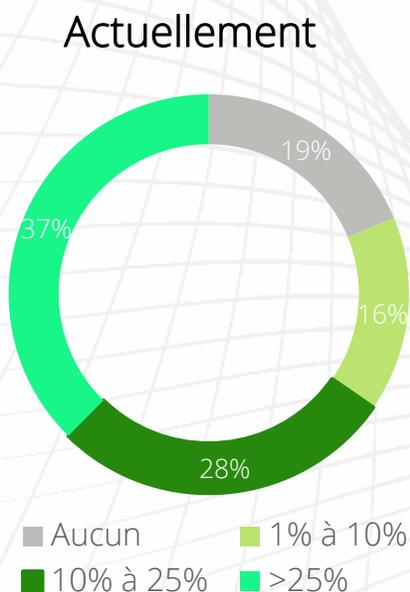
■ Aucun
■ 1% à 10%
■ 10% à 25%
■ >25%

Gouvernance et Gestion des Risques

Des progrès attendus en termes de parité

En 2022, 35% des institutions comptent toujours moins de 10% de femmes au sein de leur conseil d'administration. Elles sont en revanche près de 60% à vouloir dépasser le seuil de 25% à moyen/ long terme.

2.3 Quel est le pourcentage actuel et planifié de femmes dans votre Conseil d'administration/directoire ?



66
99

« Ecobank Guinée-Bissau est fière d'afficher une parité hommes-femmes au sein de son conseil d'administration, conformément aux attentes du Groupe. Nous nous efforçons maintenant d'atteindre la même chose au sein de notre comité exécutif qui compte actuellement 40 % de femmes ».

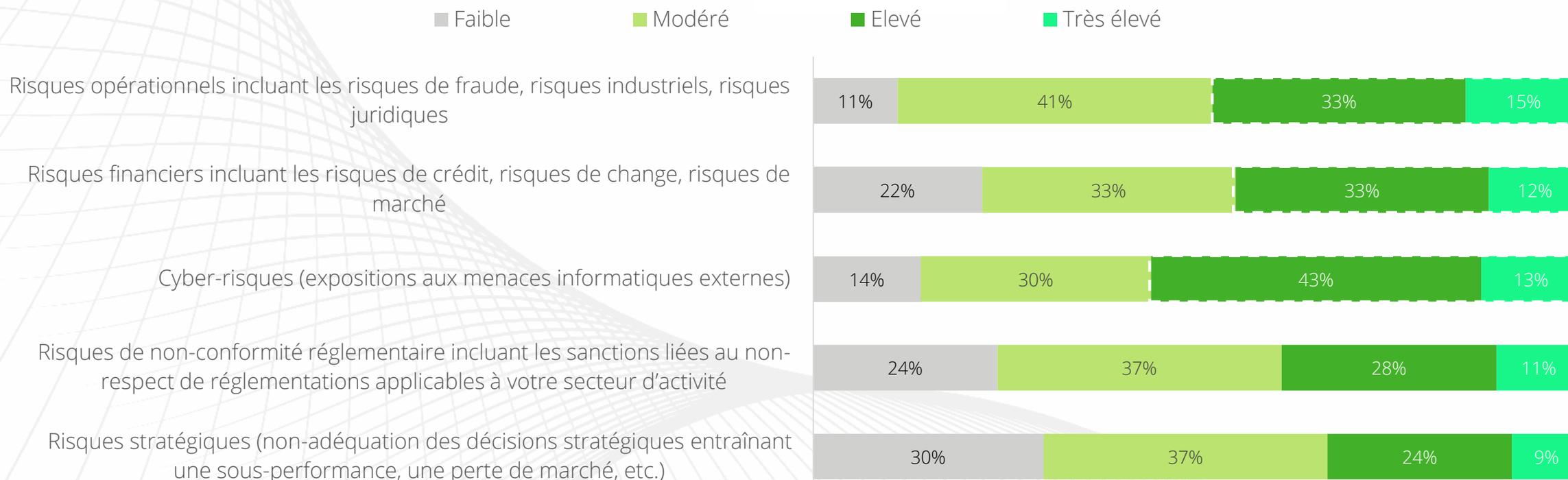
Ghislaine Samake , CEO - Ecobank Guinée-Bissau

Gouvernance et Gestion des Risques

Cyber-risques, risques opérationnels et risques financiers au cœur des préoccupations

Le risque de cybersécurité se positionne pour la deuxième année consécutive comme la préoccupation majeure des dirigeants d'institution financière. La multiplication des attaques et leur sophistication accrue expliquent cette inquiétude. Le risque opérationnel (incluant notamment les risques de fraude) constitue également un point de vigilance.

2.4 Quel est votre niveau d'exposition (avant prise en compte des mesures d'atténuation que vous avez mises en place) aux risques suivants ?

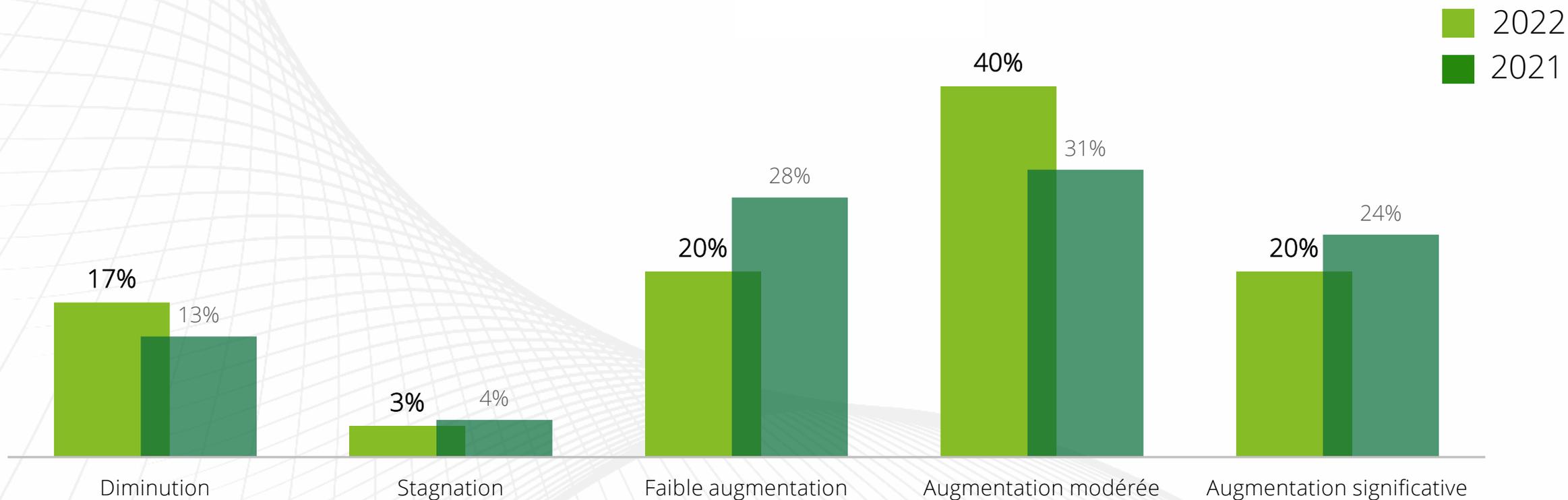


Gouvernance et Gestion des Risques

Une détérioration modérée du portefeuille de crédit

Les répondants anticipent majoritairement une détérioration modérée du portefeuille crédit à court moyen terme, à l'instar du précédent baromètre.

2.5 Risque de crédit : quelles sont vos prévisions quant à l'évolution des taux de créances douteuses (NPLs) à court/moyen terme ?

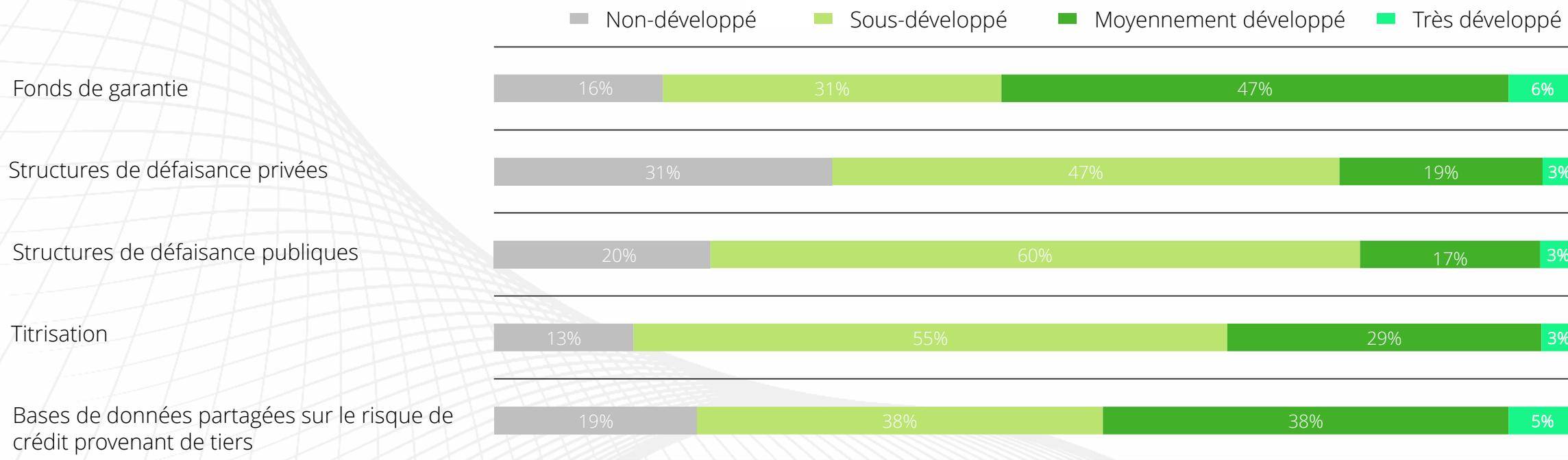


Gouvernance et Gestion des Risques

Des outils d'atténuation ou de transfert du risque de crédit encore insuffisants

Dans la continuité du précédent baromètre, les acteurs de l'industrie ne bénéficient toujours pas d'outils de base leur permettant d'atténuer ou de transférer leurs risques financiers. Les fonds de garantie, qui présentent le niveau de maturité le plus élevé, ne sont perçus comme suffisamment développés que par 6% des institutions. Il existe également très peu de structures de défaillance. La titrisation de créances privées ou publiques n'est pas suffisante malgré le succès de la souscription des dernières opérations de titrisation réalisées en Afrique.

2.6 Gestion du risque : comment évaluez-vous le niveau actuel de développement des dispositifs suivants dans votre zone géographique ?



Gouvernance et Gestion des Risques

Parole de leaders



Jules Ngankam, CEO
African Guarantee Fund-
AGF



"En tant que fonds de garantie noté AA, AGF est un partenaire de confiance pour les institutions financières africaines, et nous souhaitons continuer à offrir des produits de garantie structurés pour répondre aux nombreux besoins des PME africaines."

Les petites et moyennes entreprises constituent l'épine dorsale de l'économie africaine. Elles représentent environ 90 % de toutes les entreprises et fournissent près de 80 % des emplois du continent. Les PME sont donc fondamentales pour la croissance économique de l'Afrique. Leur rôle, dans la stimulation de l'innovation, la création d'emplois et, par conséquent, la contribution à la création de richesses nationales, est essentiel pour un développement économique durable. Malgré leur rôle crucial dans le développement économique du continent, les PME sont confrontées à un déficit de financement de 330 milliards de dollars, ce qui entrave leur croissance.

En partageant les risques des prêteurs par la fourniture de garanties de crédit partielles, AGF réduit les risques assumés par le secteur financier, ce qui atténue les risques suivants :

- L'incapacité des PME à fournir des garanties acceptables ;
- L'incapacité des PME à fournir un capital suffisant ;
- Le manque de ressources à long terme.



William Nkontchou,
President & CEO
AFiIP



« Les institutions financières en Afrique représentent une classe d'actifs de plus de 1,000 USD Mds offrant une exposition sécurisée à la croissance soutenue en Afrique subsaharienne »



Un nombre important d'investisseurs institutionnels africains disposent de ressources en devises (notamment en lien avec leur activité d'assurance ou de réassurance de risques étrangers) qui restent souvent oisives et sans rémunération à cause de l'absence de produits d'investissement répondant aux besoins de cette clientèle.

La stratégie d'une exposition sur le crédit à court-terme sur des institutions financières africaines de premier nom répond à ce besoin en offrant les caractéristiques suivantes:

- Liquidité
- Diversification
- Economies d'échelles
- Risque sous-jacent (bancaires)

AFiIP (Africa Financial Institutions Investment Platform) développe des solutions de financement innovantes pour les institutions financières en Afrique, collectant des devises à l'international pour offrir aux souscripteurs une rémunération compétitive sur une exposition à court terme sur le risque de crédit d'institutions bancaires africaines de premier rang.

Les discussions en cours avec les investisseurs institutionnels Africains (assureurs, réassureurs, fonds de pension etc) et les institutions financières démontrent leur intérêt grandissant pour l'identification solutions de placement ou de financement innovantes telle que celle proposées par

Gouvernance et Gestion des Risques

Parole de leaders

BOAD
TITRISATION



Adj Sokhna, DG BOAD
Titrisation



« Alors que le marché de la titrisation a mis du temps à se développer en Afrique, l'augmentation du nombre d'opérations dans la zone UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) met en évidence son potentiel de croissance ».

La question du financement est centrale dans le développement des économies africaines aussi bien au niveau des plans stratégiques nationaux qui font de plus en plus appel au secteur privé qu'au niveau des entreprises et banques qui veulent augmenter leur impact

Ainsi, les entreprises du continent recherchent des moyens permettant d'optimiser leur bilan et de diversifier leurs sources de financement au-delà du crédit bancaire et des émissions obligataires.

Par ailleurs, face aux besoins importants de financement du continent, les banques veulent augmenter leurs capacités, notamment par la libération de ressources afin de continuer à financer l'économie ; La titrisation qui consiste à céder des actifs financiers à un véhicule qui se finance en émettant des titres sur les marchés financiers, est un outil qui permet d'atteindre ces objectifs. BOAD TITRISATION, filiale de la BOAD et société de gestion de Fonds Communs de Titrisation de Créances (FCTC) ayant géré le premier FCTC agréé dans l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) accompagne les entreprises et banques souhaitant titriser des actifs avec les avantages potentiels suivants :

- Réduction du coût de financement pour les entreprises cédantes
- Augmentation de la profitabilité des banques cédantes



Isabelle Lessedjina
Senior VP, TCX



"Les risques liés à l'inflation, aux taux d'intérêt et aux taux de change doivent être atténués au niveau structurel pour que nos économies soient moins dominées par les chocs extérieurs. En tant qu'acteurs intégrés dans l'économie, les institutions financières devraient prendre l'initiative de construire ce marché en monnaie locale et les fournisseurs de services de couverture s'engagent à soutenir ces efforts."

TCX

A l'aube de 2023, nous constatons que la résilience de nos pays a été minée par une succession de crises externes (COVID-19, conflit Russie-Ukraine) qui ont accentué les inquiétudes sur la viabilité de la dette dans de nombreux pays. Depuis 2020, les gouvernements africains ont emprunté plus de 30 milliards de dollars via des émissions d'euro-obligations, tandis que plus de la moitié des pays africains ont vu leur monnaie se déprécier - certains de plus de 40 % (Ghana, Sierra Leone, Égypte). Ces dépréciations du taux de change augmentent considérablement le coût financier et le coût d'opportunité du service de la dette, ce qui se répercute sur l'ensemble de l'économie, inhibant la croissance du secteur privé et fragilisant davantage l'écosystème. La réduction des risques liés aux mouvements de change devrait donc être l'une des principales préoccupations des décideurs politiques et des institutions financières qui s'intéressent à la stabilité macroéconomique durable et au développement socio-économique du continent. Le développement de marchés de capitaux locaux efficaces, onshore et offshore, par les acteurs du secteur financier est l'un des principaux piliers permettant de limiter et de gérer la vulnérabilité aux chocs de change. Un tel développement du marché améliore non seulement la résistance aux chocs de change, mais soutient également l'ensemble de l'économie, y compris les acteurs du secteur privé. Le secteur financier a un rôle de premier plan à jouer dans le développement de ces marchés à risque.

Cadre Réglementaire

A black and white photograph of a statue of Lady Justice holding scales, a stack of books, and a globe, with horizontal blinds in the background. The scene is dimly lit, with light filtering through the blinds, creating a pattern of light and shadow. The statue is on the left, holding a scale of justice. In the center is a stack of books, and on the right is a globe showing the Atlantic Ocean and parts of North and South America. The overall mood is serious and professional.

Cadre Réglementaire

Comment l'industrie financière africaine perçoit-elle les actions et la mise en œuvre de nouvelles réglementations et normes par les régulateurs ?

Renforcement nécessaire des normes réglementaires

- L'efficacité des réglementations transposant les standards internationaux doit être significativement renforcée (cybersécurité, les standards OCDE visant à lutter contre l'évasion fiscale, les normes contre la corruption et la protection des données). De réels **points d'amélioration** sont également **attendus** dans les domaines émergents tels que la **finance numérique et les marchés financiers**.
- Des **progrès conséquents** sont à souligner dans le domaine des **normes comptables** et de la réglementation **AML/FT**.

Élargissement du champ d'intervention des régulateurs

- L'accès à l'information est capital pour les institutions. En effet, les acteurs du secteur expriment le **besoin fort d'être impliqués en amont des discussions relatives à l'introduction de nouvelles réglementations**.
- Enfin, les efforts du régulateur pour adapter les normes internationales au contexte local et harmoniser les réglementations du continent sont des actions qui ont fortement été appréciées par le secteur.

Des politiques de change jugées restrictives

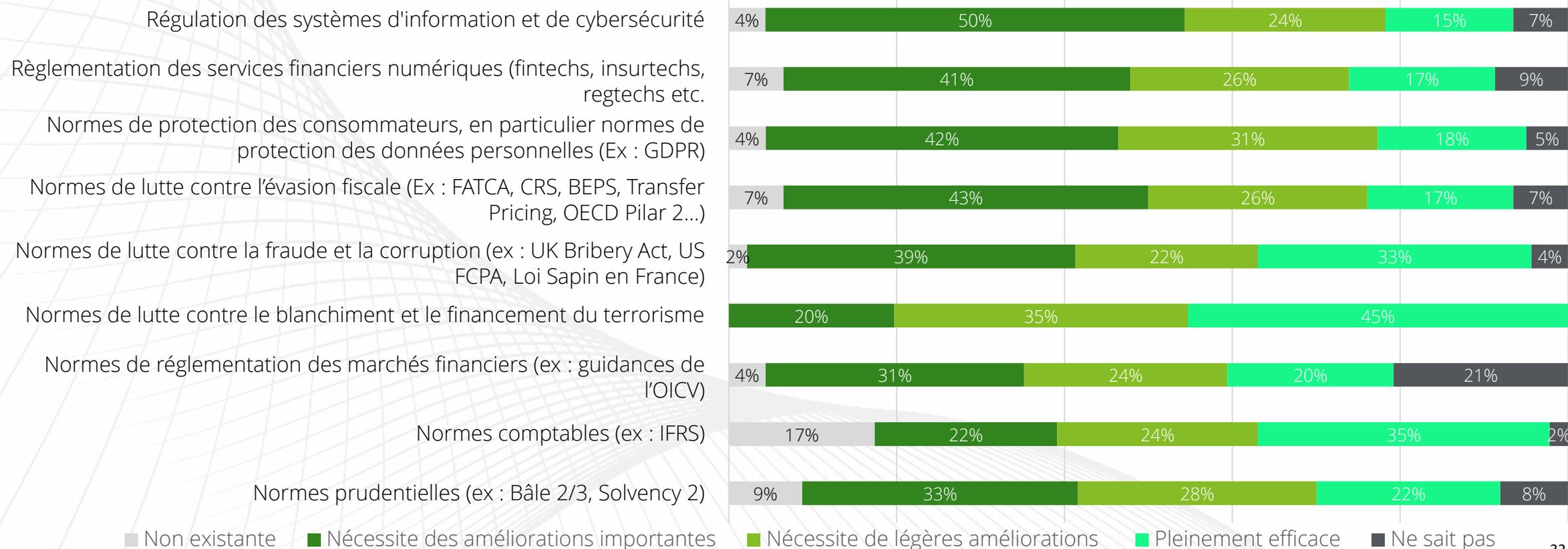
- La majorité des institutions financières (63%) considère que les **politiques de change** sont **restrictives**.
- Le secteur de l'assurance apparaît comme le plus unanime quant à la nécessité d'envisager une réglementation **moins restrictive**.

Cadre Réglementaire

Renforcement nécessaire des normes et réglementations

La majorité des normes requiert des améliorations significatives, notamment en matière de système d'information et de cybersécurité (50% des sondés), de lutte contre l'évasion fiscale (43%) et de protection des consommateurs (42%). Toutefois, les réglementations AML/FT et les normes comptables sont perçues par les sondés comme étant les réglementations les plus efficaces.

3.1 Comment évaluez-vous l'efficacité des normes suivantes dans votre juridiction ?



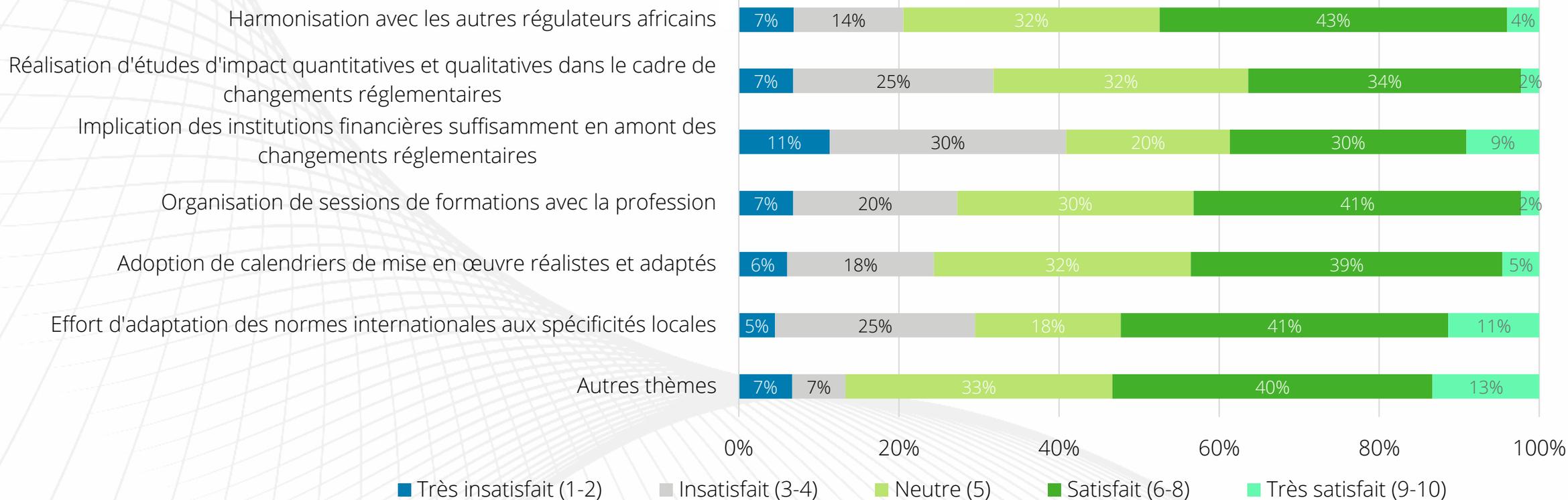
Cadre Réglementaire

Elargissement du champ d'intervention des régulateurs

Comparé au précédent baromètre, les opérateurs du secteur apprécient davantage les mesures adoptées par les régulateurs dans les domaines d'activités prioritaires, notamment les efforts d'adaptation des normes internationales aux spécificités locales.

De plus, 41% des acteurs de l'industrie souhaitent que les régulateurs les impliquent plus en amont des changements réglementaires, ce qui permettra de mieux respecter les calendriers de mise en œuvre des nouvelles réglementations.

3.2 Comment percevez-vous les actions de votre régulateur en ce qui concerne les activités mentionnées ci-dessous ?

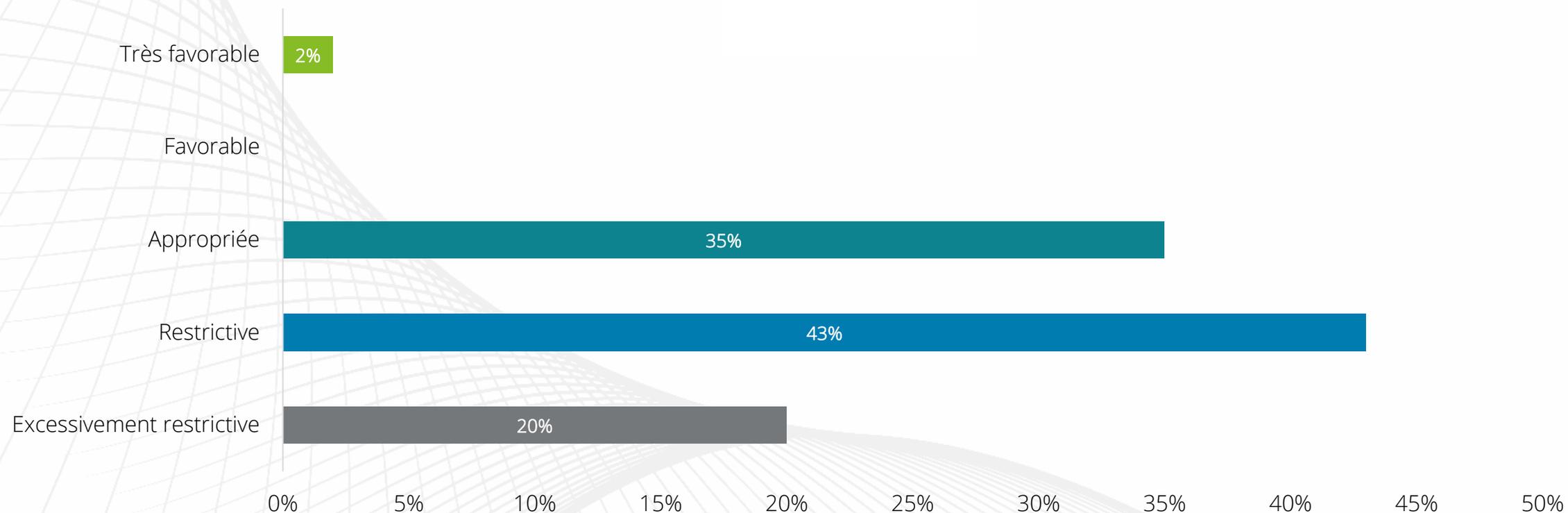


Cadre Réglementaire

Des politiques de change jugées restrictives

Plus de 60% des institutions financières interrogées considèrent que les politiques de change mises en œuvre par leurs banques centrales sont plutôt restrictives.

3.3 Quelle est votre perception de la politique de change mise en œuvre par votre Banque Centrale ?



Cadre Réglementaire

L'Afrique a-t-elle besoin de Bâle 3 ?

Table Ronde
Stratégique
AFIS - 28
novembre
2022

Modérateur



Aristide Ouattara,
Associé Leader Deloitte

Chair



Rose Kayi Mivedor, Ministre de la
Promotion de l'Investissement, Togo

Invité d'honneur



Diakarya Ouattara,
DG Coris Bank Burkina
Faso

- La mise en place des cadres réglementaires et prudentiels internationaux pour les banques africaines est à la fois lente et insuffisante. Son adéquation avec les pays en développement fait parallèlement l'objet de critiques et de remises en cause. Seules l'Afrique du Sud (l'unique membre africain du Comité de Bâle des superviseurs bancaires) et l'Égypte ont entièrement mis en œuvre **Bâle III**, tandis que **très peu de pays ont l'intention de l'adopter dans sa globalité à court terme**.
- S'il existe un consensus sur l'inévitabilité de la mise en œuvre de Bâle III, l'industrie converge sur l'importance d'avoir un **cadre panafricain spécifique** avec des adaptations appropriées.

Les régulateurs africains doivent-ils arrêter ou accélérer l'adoption ou la mise en œuvre de Bâle III ?

- Bâle III est la conséquence de la crise des subprimes à laquelle le secteur bancaire africain a été très peu exposée.
- Le renforcement des exigences de fonds propres, de liquidité et de leviers requis par Bâle III a certainement joué un rôle clé dans la résilience des banques africaines durant la crise liée au Covid-19. Néanmoins, le calibrage des paramètres sous-jacents aux ratios prudentiels n'est pas totalement adapté aux économies émergentes.
- Il ne s'agit donc pas d'arrêter l'adoption ou la mise en œuvre de Bâle III en Afrique, mais de procéder à des adaptations importantes.

Quels sont les principaux défis et critiques de l'adoption ou de la mise en œuvre de Bâle III en Afrique ?

- Selon une récente étude de la BAD, la mise en œuvre complète de Bâle III nécessitera près de 400 milliards d'euros de capitaux ainsi que 900 milliards d'euros de liquidités à court terme, et 2 000 milliards d'euros de financements à long terme.
- Les banques adaptent leur processus d'octroi et de tarification pour se conformer aux nouvelles normes. Cela a un impact significatif sur le financement des PME et de certains secteurs stratégiques prioritaires.
- Les nouvelles exigences en matière de capital et de liquidité pourraient par ailleurs réduire considérablement la rentabilité des banques africaines.
- La mise en œuvre des règles de Bâle III est hétérogène à travers l'Afrique, ce qui représente de grands défis pour les groupes bancaires panafricains pour consolider et gérer les ratios.
- Bâle III nécessitera également des investissements massifs dans les outils, les données et le capital humain.

Quelles sont les meilleures pratiques ou alternatives pour des normes de capital et de liquidité plus solides et adaptées à l'Afrique ?

1. **Réaliser une étude panafricaine exhaustive sur :**
 - a) l'état actuel de la mise en œuvre de Bâle I, II, III à travers l'Afrique,
 - b) l'impact de la mise en œuvre de Bâle III sur les banques et les économies africaines,
 - c) l'identification des adaptations prioritaires, y compris
 - la pondération de risque spécifiques pour les secteurs ou segments prioritaires (tels que les PME),
 - les critères d'éligibilité pour les instruments d'atténuation des risques (tels que les garanties),
 - les critères d'éligibilité aux liquidités ou aux financements à long terme
 - la calibration des limites de concentration (grands risques),
 - les normes de reporting prudentiel et taxonomies.
2. **Réfléchir à la création d'un cadre panafricain « Bâle III » soutenu par les instances politiques ou économiques panafricaines (telles que le ministère des Finances, l'Union africaine, les zones économiques régionales, la ZLECAF, etc.) avec 2 composantes :**
 - a) un **règlement** avec des règles impératives pour toutes les juridictions,
 - b) une **directive** avec des règles discrétionnaires par zone de régulation.

Innovation

A grayscale photograph showing a close-up of two hands. The hand on the left is holding a black mobile payment terminal, with the keypad and screen visible. The hand on the right is gesturing, with fingers slightly curled. The person on the right is wearing a white long-sleeved shirt and a black wristwatch. The background is a plain, light-colored wall.

Innovation

Etat des lieux et tendances

Maturité digitale: peut mieux faire

- La plupart des institutions financières (28%) estiment que leur **maturité digitale** en est au stade "suiveur". Les **assureurs**, forts de leurs partenariats technologiques se considèrent à 38% comme des **innovateurs**.

Une réelle appétence pour les partenariats avec les *pure players* et la diversification de l'offre de produits et services

- L'industrie affiche une véritable appétence pour *l'open banking* qui prône une meilleure **inclusion financière** et une plus grande intégration du tissu économique local et régional
- Banques et assurances sont prêtes à développer des application et *softwares* « in-house » et à étoffer leur offre produits vers des modèles dans l'ère du temps.

Cybersécurité, finance décentralisée et monnaies numériques en ligne de mire des institutions financières Africaines

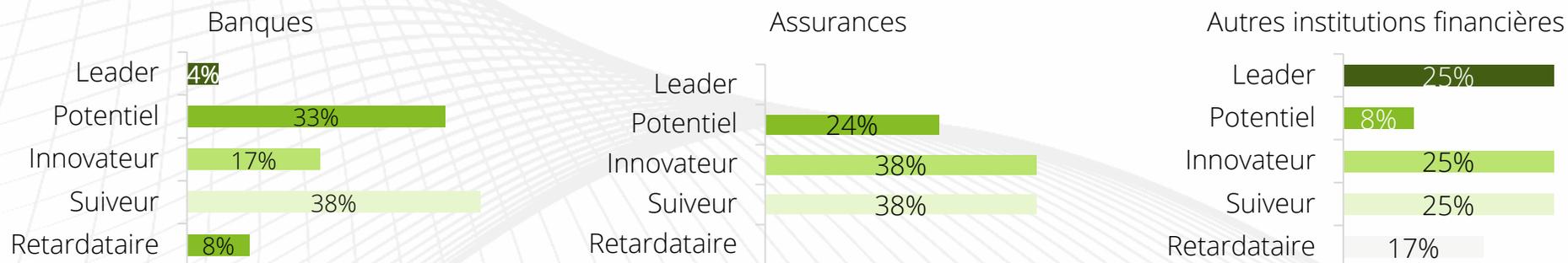
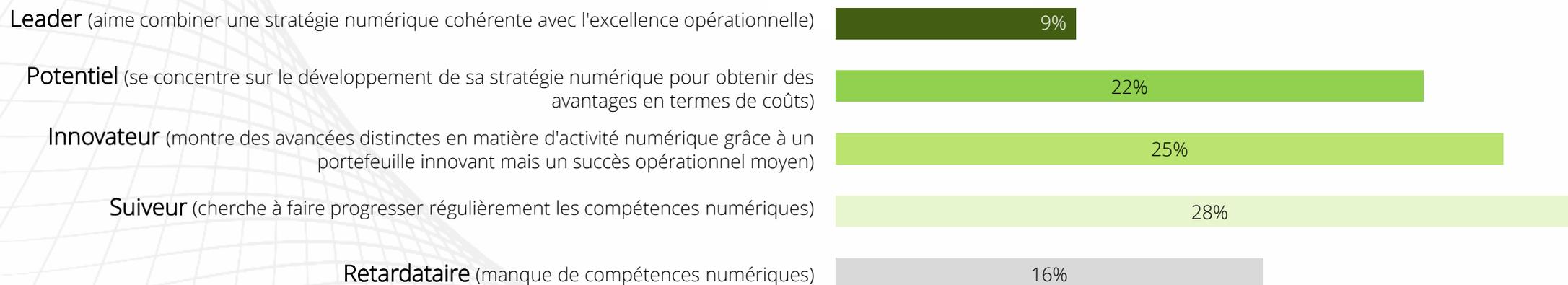
- Pleinement conscientes des opportunités à saisir et des chantiers à initier pour migrer vers des *business models* innovants, les **institutions financières** se montrent optimistes et prêtes à engager les ressources nécessaires pour réussir leurs transformations.

Innovation

Une maturité numérique en phase d'amorçage

Poussées par une génération de plus en plus « digital friendly », les institutions financières s'efforcent de rattraper leur retard pour innover et étoffer leurs offres de services. En première position figurent les assureurs qui estiment, à 38%, être à l'avant-garde en matière de maturité digitale, forts de leurs partenariats avec les insurtechs et leur expertise fine du marché africain.

4.1 Comment évaluez-vous votre maturité digitale aujourd'hui ?

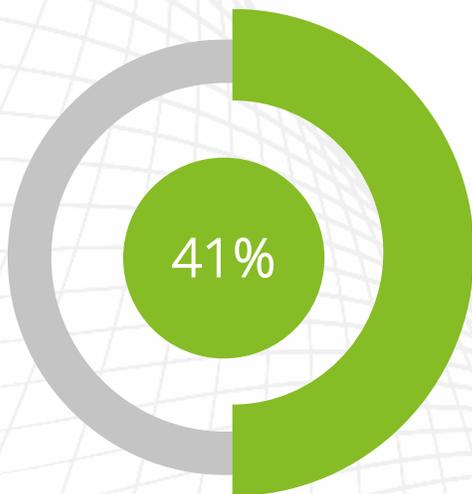


Innovation

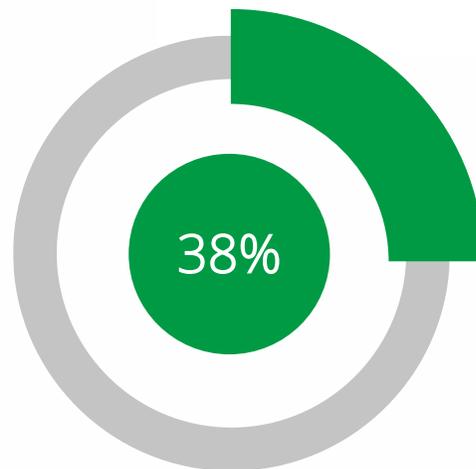
Des ambitions claires et en progression

Plus de 79% des institutions interrogées ont déjà initié / envisagent de mettre en place des partenariats avec les nouveaux acteurs de l'industrie. Ceci confirme l'appétence de l'industrie pour « l'open banking », qui prône une meilleure inclusion financière et une plus grande intégration du tissu économique local et régional.

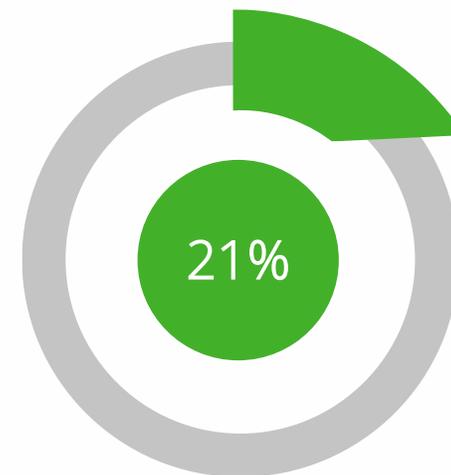
4.2 Dans le contexte de « l'open Banking », quelles sont vos ambitions en termes de partenariats avec les fintechs / insurtechs / regtechs ?



Nous envisageons de mettre en place un ou plusieurs partenariats à court terme



Nous avons déjà initié un ou plusieurs partenariats



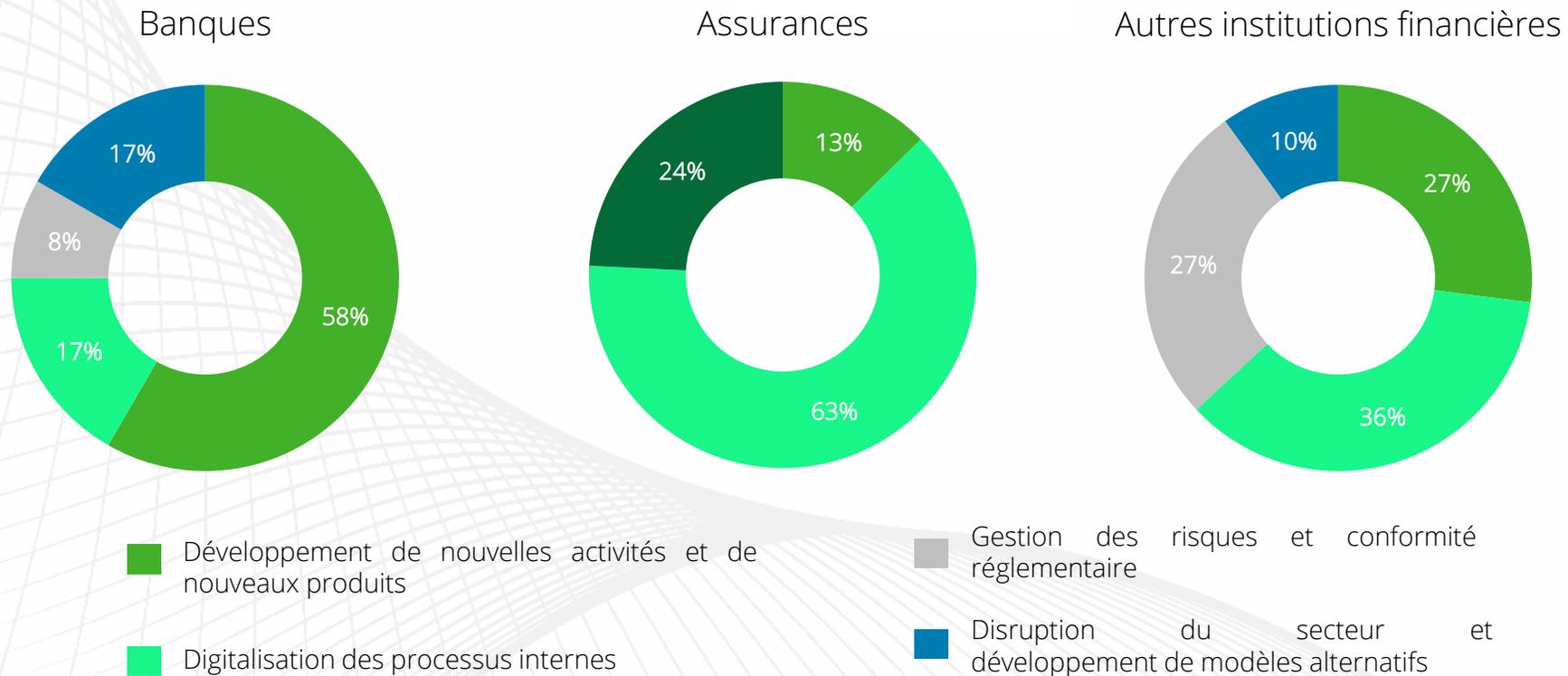
Nous n'envisageons pas de mettre en place un partenariat à court terme

Innovation

Un réel attrait pour les partenariats avec les « pure players » (Fintech, Insurtech et Regtechs)

Banques et assurances n'ont pas les mêmes attentes en matière de partenariats avec les « pures players ». 58% des banques se disent prêtes à développer de nouveaux produits et de nouvelles activités dans le cadre de partenariats initiés ou planifiés avec ces nouveaux acteurs. Les assureurs ont choisi comme moteur de développement la digitalisation des processus internes dans une optique de numérisation des services de base.

4.3 Dans quel domaine prioritaire avez-vous établi (ou envisageriez-vous d'établir) des partenariats avec des fintechs / insurtechs / regtechs ?

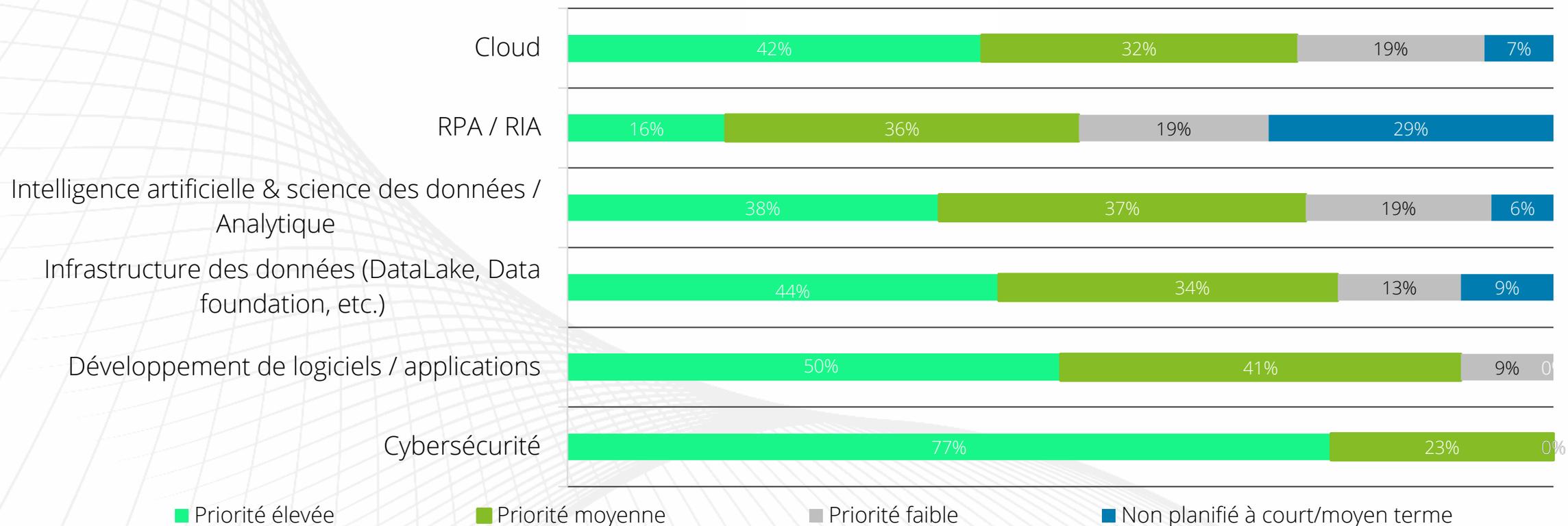


Innovation

La cybersécurité élevée au rang de priorité

Dans un effort continu de maîtrise de leur transformation numérique, 77% des institutions interrogées ont priorisé la cybersécurité et le développement de logiciels et d'applications pour leurs investissements futurs.

4.4 Quel est votre niveau de priorité d'investissement dans les technologies suivantes ?

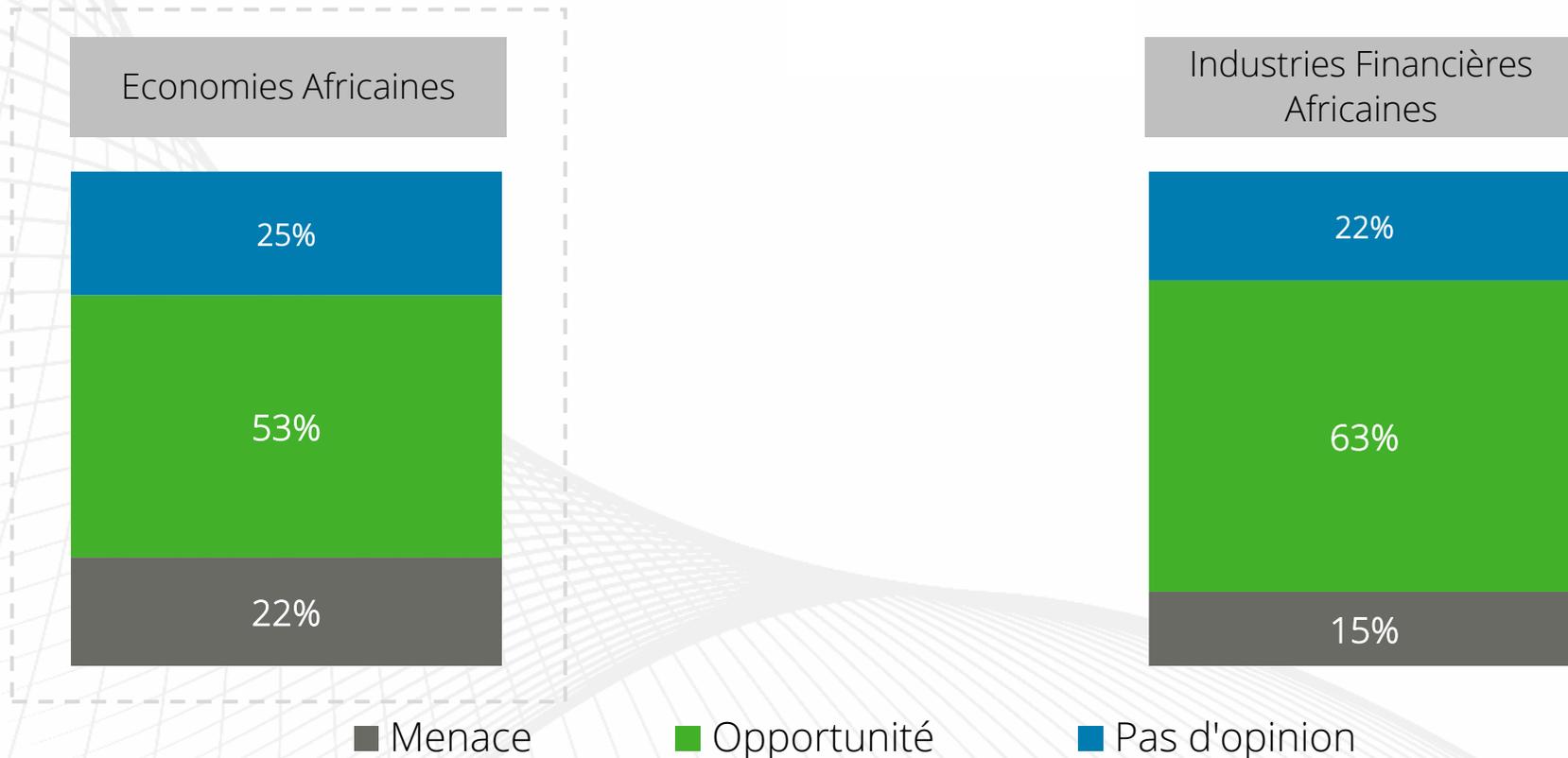


Innovation

La finance décentralisée et les cryptoactifs ont la cote

En réponse à l'émergence de la blockchain et des nouvelles chaînes de valeurs financières - en dehors du périmètre bancaire traditionnel - les institutions financières se montrent optimistes et perçoivent ces nouveaux acteurs / produits comme une opportunité tant pour les économies africaines que pour l'industrie dans sa globalité.

4.5 Comment percevez-vous l'émergence des cryptoactifs / de la finance décentralisée (DeFi) en Afrique ?

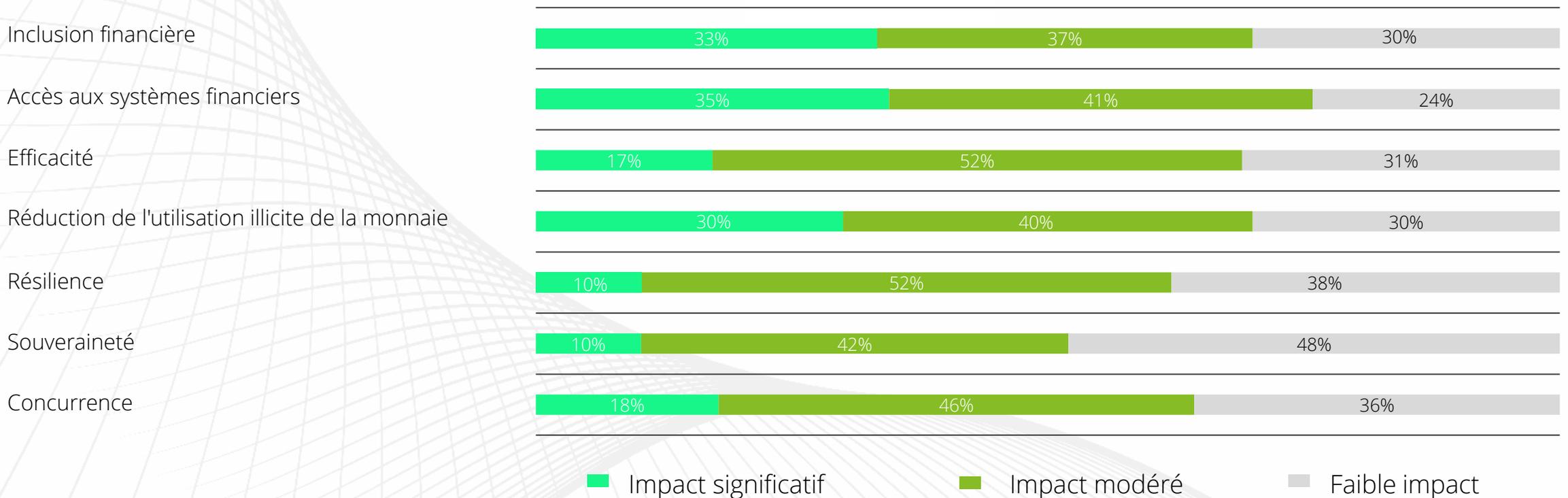


Innovation

Monnaies numériques : nouveau levier d'inclusion financière ?

Après le Nigéria, qui a introduit le eNaira en 2021, suivi du Ghana et de l'Afrique du Sud qui en sont encore au stade expérimental, plusieurs autres pays ont initié des recherches. Les monnaies numériques représentent un terrain vierge et sont perçues par les institutions financières comme un levier majeur pour l'inclusion financière, la promotion du « decashing » et l'intégration de l'économie informelle.

4.6 Quels sont, selon vous, les avantages des monnaies numériques émises par les Banques Centrales sur votre marché ?

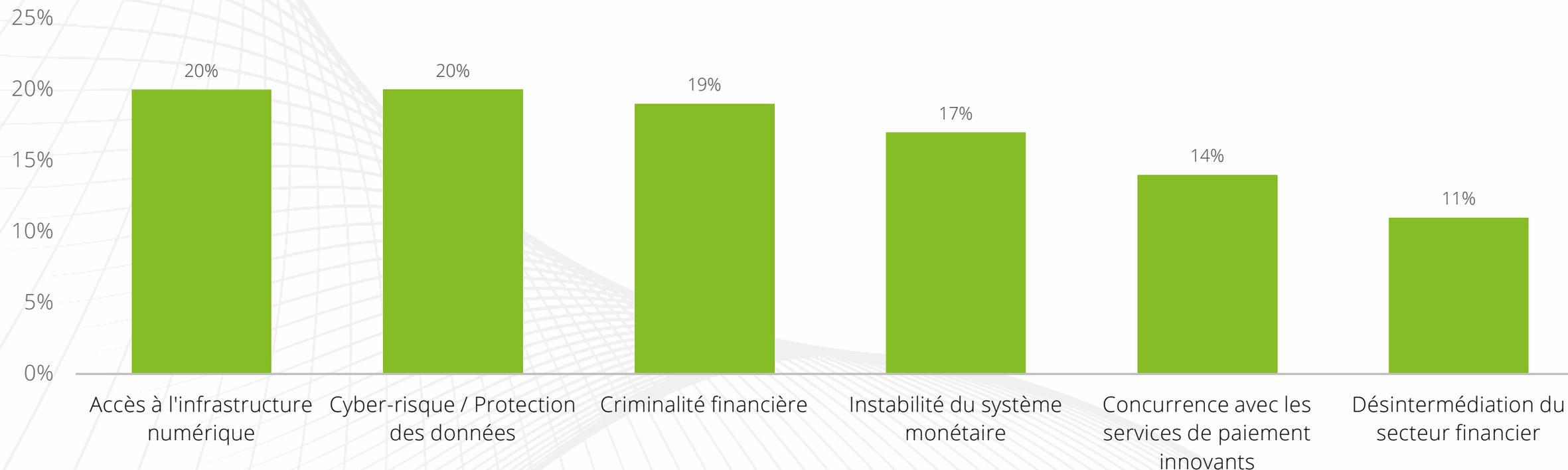


Innovation

Les grands défis à relever

Le constat des institutions financières est « unanime », la démocratisation de l'usage des monnaies numériques ne peut se faire sans une infrastructure numérique accessible, plus sécurisée et plus inclusive.

4.7 Quels sont les principaux défis des monnaies numériques émises par les Banques Centrales en Afrique ?



Innovation

Parole de leaders



Ghislaine Tankeu Samake
CEO - Ecobank Guinée-Bissau



"En poursuivant l'accélération de l'inclusion financière et notre stratégie numérique combinée à l'excellence opérationnelle, nous mettrons l'accent sur les investissements dans les technologies disruptives, la cybersécurité et ceux centrés sur le client."



Dans le contexte actuel de l'*open banking*, nous avons établi plusieurs partenariats avec des fintechs dans une vision commune de disruption du secteur financier et de développement de modèles et de produits alternatifs.

Au niveau groupe, nous sommes fiers d'organiser chaque année un « Ecobank Fintech Challenge » afin de trouver les meilleures fintechs du continent et de les intégrer dans notre « Ecobank Fintech Fellowship », qui leur donne l'opportunité d'explorer des marchés, une intégration et un partenariat commercial avec le Groupe Ecobank.

En outre, nous avons développé à l'échelle du groupe une culture de l'innovation en incitant les *Ecobankers* à partager leurs idées et à avoir la possibilité de les concrétiser grâce à un concours annuel intitulé « *Ecobank Innovation Race* ».



Emmanuel Brulé
CEO - Sanlam Pan Africa General Insurance



"La succession de crises mondiales a fait grimper les chocs inflationnistes, avec un fort impact sur les activités d'assurance."



La conjonction d'un environnement économique inflationniste et d'une augmentation des sinistres liés aux risques climatiques rend plus difficile le maintien des marges. Il n'est pas toujours possible de répercuter entièrement les coûts sur nos clients.

Nous travaillons en étroite collaboration avec nos distributeurs sur des sujets clés tels que la tarification, les produits innovants et les services aux clients. Nous pensons que le risque devrait être le point de départ de toute conversation avec les entreprises clientes avant de mentionner les produits d'assurance.

L'innovation et la qualité du service resteront les deux principaux facteurs de différenciation pour gagner sur le marché africain de l'assurance. Nos priorités d'investissement pour les années à venir sont les plateformes digitales, les talents et la cybersécurité. Nous devons continuer à développer nos capacités digitales et *data* et nous assurer que nous avons les bonnes personnes dans nos équipes pour le faire.

Innovation

Parole de leaders



Mamadou Kwidjim Touré
CEO - UBUNTU Tribe



" Le marché des crypto-monnaies vient de subir une crise parce qu'il est devenu essentiellement spéculatif. Il doit introduire des principes plus fondamentaux du système financier traditionnel basés sur une économie saine et la création de valeur réelle à partir d'actifs économiques réels."



Il est important de faire la distinction entre: (i) les crypto-monnaies (comme le bitcoin), (ii) les bourses de crypto-monnaies (comme FTX ou Binance), (iii) les jetons utilitaires (comme l'Ethereum) et (iv) les actifs numériques adossés à des valeurs économiques tangibles (comme l'or et l'immobilier (jetons adossés à des actifs). Bien que toutes ces classes d'actifs utilisent la technologie blockchain, elles ne sont pas les mêmes.

Les actifs numériques adossés à des valeurs économiques tangibles représentent des titres numériques fractionnables et transférables alignés sur la valeur économique du sous-jacent. En cela, ils sont décorrélés du marché des crypto-monnaies. Le GIFT Coin (Gold International Fungible Token), par exemple, émis par Ubuntu Tribe, est équivalent à 1 milligramme d'or.

Au-delà de l'intérêt financier, nous essayons de promouvoir une extraction minière équitable, éthique et durable. Nous visons à renforcer les communautés minières locales, notamment en Afrique, en fournissant des mécanismes de financement "gagnant-gagnant" aux communautés minières artisanales et à petite échelle.



Omar Cissé
CEO - Intouch SA



"Nous devons être les premiers agents du changement que nous voulons pour l'Afrique. Ma conviction est que l'entrepreneuriat en est l'un des piliers essentiels. Nous devons créer massivement de la richesse de manière durable mais aussi partagée. L'Afrique reste une véritable terre d'opportunités, le développement rapide des solutions numériques en est une preuve concrète."



Lancé en 2015 au Sénégal, InTouch est aujourd'hui présent dans 14 pays, avec près de 400 collaborateurs, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Burkina Faso, en Guinée-Conakry, au Kenya, au Cameroun, au Nigeria, en Tanzanie, en Ouganda, au Mozambique, en Afrique du Sud, en Égypte et au Gabon. InTouch ambitionne de se déployer dans 25 autres pays d'ici à 2025.

Nous nous positionnons comme partenaire de confiance de chaque transaction numérique en Afrique, en fournissant des solutions de paiement sur mesure intégrant tous les moyens de paiement du marché, notamment: le *Mobile money*, les cartes de crédit, l'argent liquide etc.

InTouch est également un acteur majeur dans la distribution de services numériques tels que le *Mobile Money*, le crédit téléphonique, le transfert d'argent, etc... Plus de 50 000 commerçants indépendants utilisent nos services et plus de 2 000 entreprises ont intégré la plateforme.

En 2022, InTouch a traité plus de 2 milliards d'euros de volume de transactions .

Développement Durable

A black and white photograph of a hand holding a small green seedling with soil. The seedling has two leaves and a small stem. The background is dark and out of focus.

Développement Durable

Quels impacts ont les institutions financières sur les enjeux environnementaux et sociaux du continent ?

Améliorer l'impact social et environnemental

- En matière d'environnement, les institutions financières africaines commencent tout juste à définir et à **mettre en œuvre des trajectoires « Net Zero »** pour atteindre un équilibre entre les gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère et ceux qui en sont retirés.
- En revanche, sur le plan social, elles sont conscientes du rôle qu'elles jouent dans l'inclusion financière et estiment que la diversité des acteurs du secteur est un levier majeur pour atteindre cet objectif.

Intégrer les questions ESG dans les processus

- Les institutions financières ont montré un **intérêt constant pour le financement de la transition** ainsi que pour les **produits financiers verts et durables standards** (par exemple, l'intégration des critères ESG dans les investissements, les investissements socialement responsables...), mais il existe aussi un **manque de sensibilisation aux produits plus innovants** dans ce domaine (par exemple, les **crédits carbonés**, les **obligations vertes**...).

Investir dans le développement des énergies vertes

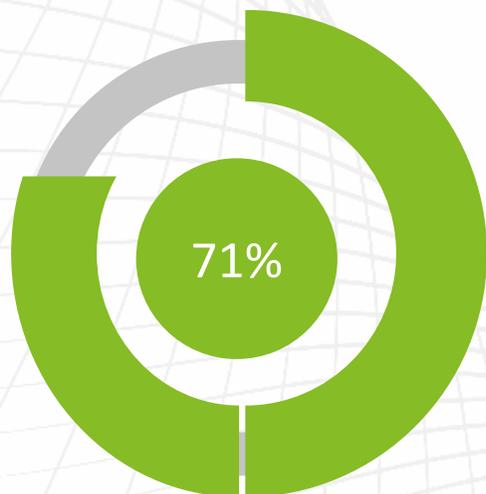
- Les **énergies vertes** occupent une place importante dans les **investissements envisagés** par les institutions financières dans les **cinq prochaines années**. En effet, elles projettent d'investir le plus dans le **solaire**, tandis que les investissements dans l'énergie éolienne seraient équivalents à ceux réalisés dans le pétrole.

Développement Durable

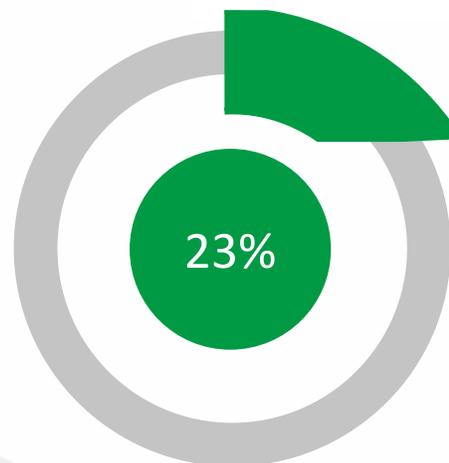
Encore un long chemin pour atteindre l'objectif « Net Zero »

Très peu d'institutions financières ont déjà défini et mis en œuvre une trajectoire pour atteindre un équilibre entre les gaz à effet de serre émis dans l'atmosphère et ceux qui en sont retirés.

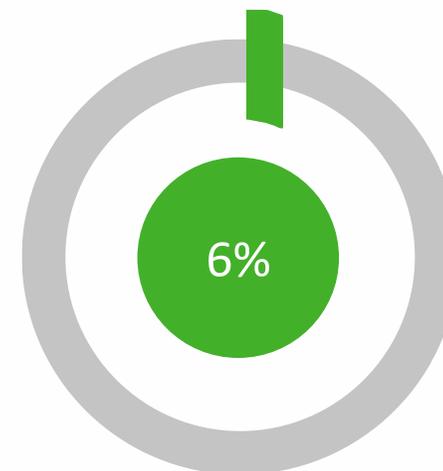
5.1 Quel est votre niveau d'avancement dans le développement et le déploiement d'une initiative "Net Zero" (i.e. neutralité carbone) ?



Aucune trajectoire Net Zero définie



Définie, pas encore mise en œuvre



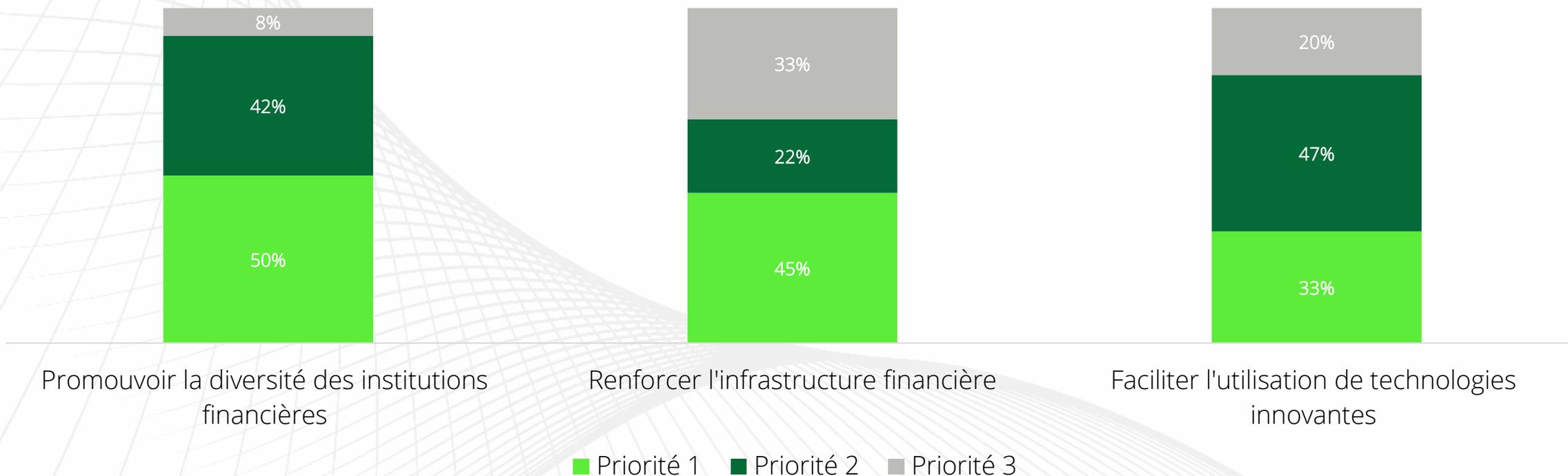
Définie et mise en œuvre / en cours de mise en œuvre

Développement Durable

Les moteurs de l'inclusion financière

La promotion de la diversité des acteurs est considérée par les institutions financières comme une priorité absolue afin d'accélérer l'inclusion financière.

5.2 Quelles sont selon vous les initiatives prioritaires pour accélérer l'inclusion financière ?



Développement Durable

La thématique ESG reste prioritaire

Par rapport aux résultats de 2021, l'intégration des critères ESG (Environnement, Social, Gouvernance) dans les portefeuilles d'investissement reste le premier thème déjà couvert par les institutions financières.

5.3 Dans quels domaines de la finance verte/durable investissez-vous actuellement (ou prévoyez-vous d'investir) ?

Les chiffres indiquent les priorités d'investissement, tandis que les flèches montrent la progression de la position par rapport à 2021.

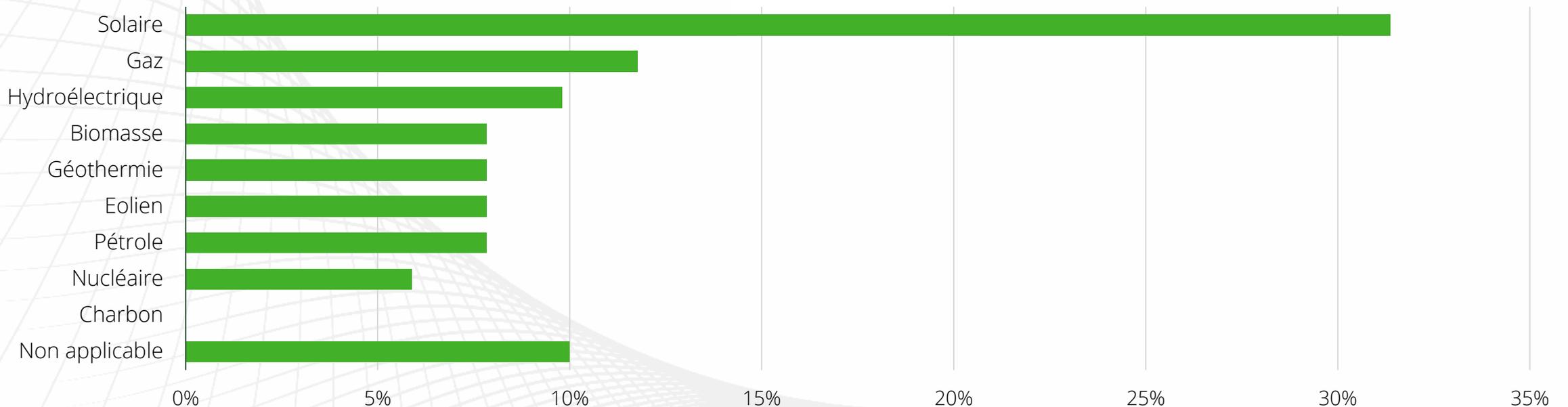
- | | | | | | |
|---|---|--|----|---|---|
| 1 | ⇒ | Intégration de critères ESG | 7 | ⇒ | Financement des technologies vertes |
| 2 | ↗ | Financement des énergies renouvelables | 8 | ↗ | Financement de la décarbonisation de l'économie |
| 3 | ↗ | Investissements ISR | 9 | ↘ | Émission d'obligations vertes |
| 4 | ↗ | Financement d'activités de dépollution | 10 | ↗ | Participation au Carbon Disclosure Project |
| 5 | ↘ | Financement d'infrastructures durables | 11 | ↘ | Greentech Venture Capital |
| 6 | ↗ | Prêts verts | 12 | ↘ | Produits d'assurance verts |
| | | | 13 | ↘ | Tests de résistance aux risques climatiques |

Développement Durable

Les énergies renouvelables ont le vent en poupe

L'énergie solaire s'impose comme l'investissement le plus recherché par les institutions financières dans les 5 prochaines années. De manière générale, elles projettent d'investir plus dans les énergies renouvelables (hydroélectrique, biomasse, géothermie et éolien) que dans le gaz, le nucléaire, le pétrole et le charbon.

5.4 Dans laquelle des catégories d'énergie suivantes envisagez-vous le plus d'investissements au cours des 5 prochaines années ?



66
99

« L'Afrique est le continent qui connaît la croissance la plus rapide, avec de nombreux projets d'infrastructures et d'énergies renouvelables. Sanlam travaille main dans la main avec la coalition des chefs d'entreprise africains pour aider à soutenir la transition énergétique dans les pays où nous opérons. »

Emmanuel Brulé, CEO - Sanlam Pan Africa General Insurance

Développement Durable

Finance climat : éliminer les barrières à l'investissement

Table ronde
stratégique
AFIS. 29
novembre
2022

Modérateur



Laurent de l'Espinay, Senior Manager
Développement Durable – Deloitte

Invité d'honneur



David Kitheka, Responsable des relations
avec les investisseurs, KCB Group

- Bien qu'elle ne représente que 4% des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle planétaire, **l'Afrique est la région la plus vulnérable aux effets du changement climatique** et n'attire que **3% des financements climatiques mondiaux**.
- En raison des barrières liées à la profondeur des marchés financiers, à la gouvernance, aux caractéristiques spécifiques des projets notamment, **le secteur privé joue un rôle marginal et ne représentait que 14 % du total des flux en 2019-2020**. Cette table ronde a réuni banquiers, assureurs, membres d'institutions financières de développement et représentants de gouvernement afin d'engager une réflexion autour des innovations permettant d'accroître les financements climatiques privés sur le continent.

Obstacles aux projets : Comment améliorer l'assistance technique et la préparation des projets en amont ?

- Le principal problème des projets bancables n'est pas lié au manque de compétences techniques mais à **leur taille limitée qui augmente les risques et réduit la rentabilité**.
- Les institutions financières africaines doivent **soutenir les actions de mutualisation des risques et de montée en puissance des projets**, tout en renforçant les contrôles environnementaux et sociaux en amont de tous les projets.

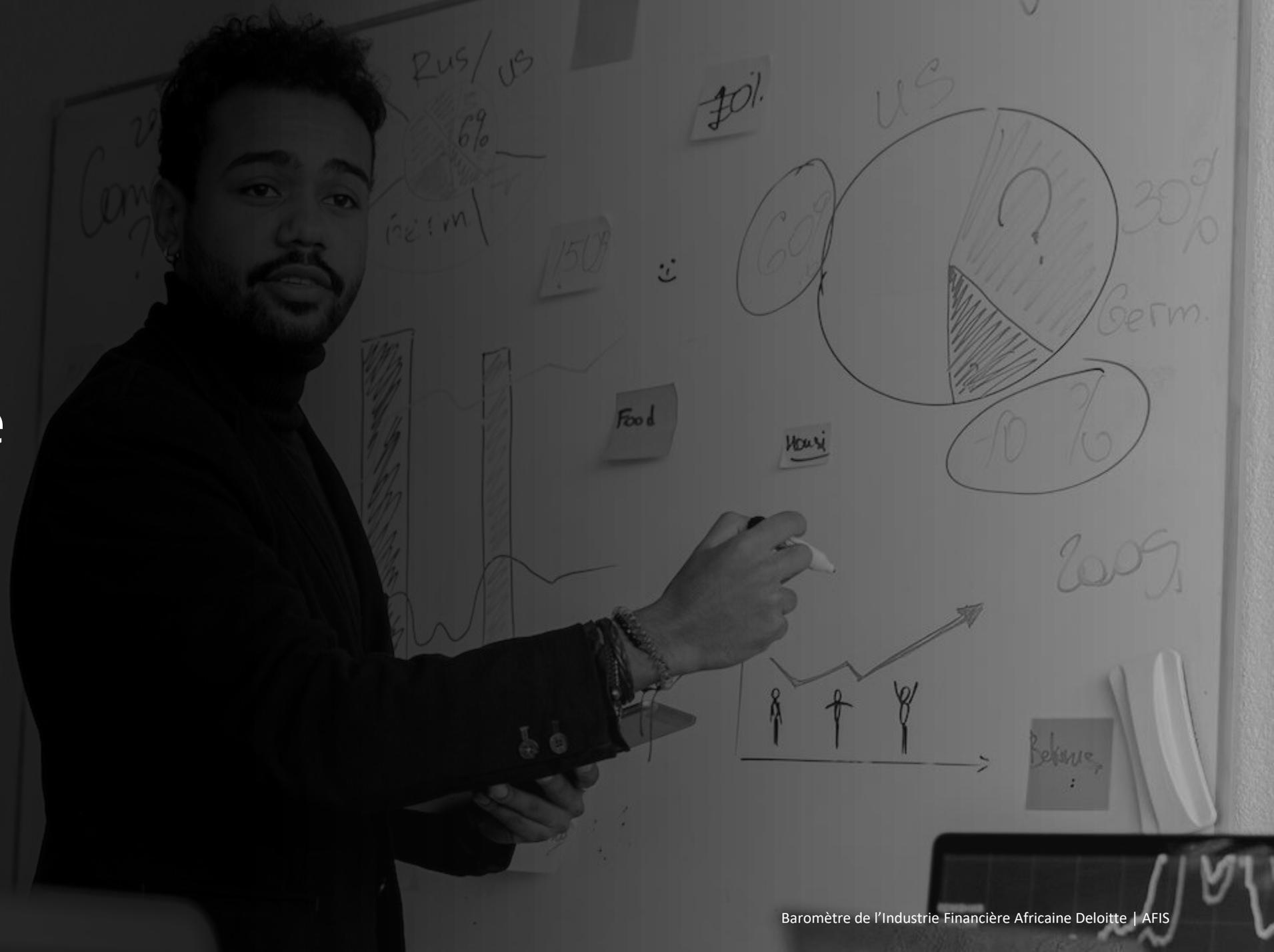
Les obstacles financiers : Quels instruments peuvent garantir un financement abordable à court et à long terme tout au long du cycle de vie d'un projet ?

- Les instruments financiers existent mais ne sont pas suffisamment utilisés. En renforçant leurs engagements en matière de durabilité, les institutions financières africaines gagneront en crédibilité **pour bénéficier du soutien et de la garantie des IFI** qui jouent un rôle de premier plan dans le développement du financement du climat dans le monde.
- L'intégration de critères de durabilité pour les fonds de pension et les assureurs opérant en Afrique peut être **un stimulant majeur pour le financement du climat sur le continent**.

Quelles sont les actions possibles qui pourraient favoriser un financement climatique additionnel ?

- De nombreuses institutions financières africaines s'attendent à ce que les régulateurs imposent des normes claires applicables à tous afin d'éviter toute **distorsion de la concurrence**.
- L'expérience du Kenya montre qu'il est possible d'anticiper les réglementations, **en jouant un rôle proactif** et participer à l'élaboration de normes de durabilité.

Méthodologie



Méthodologie

Deloitte et Africa Financial Industry Summit-AFIS ont élaboré ce questionnaire afin de comprendre les différents impacts de l'environnement macroéconomique actuel sur l'industrie financière africaine.

Composée de cinq grands thèmes et d'une trentaine de questions, cette étude, réalisée conjointement en ligne et sous forme d'entretiens individuels avec des leaders du secteur financier africain, a permis de recueillir des informations pertinentes sur la situation actuelle du secteur.



L'enquête a été envoyée à des banques, des assurances, des institutions de microfinance, des bourses, des gestionnaires de fonds et des régulateurs.



L'échantillon a été interrogé via un questionnaire en ligne avec notre partenaire Qualtrics, ainsi que sur la base d'entretiens individuels avec les dirigeants du secteur financier.



Les réponses ont été recueillies entre le 03 octobre et le 11 novembre 2022.

Contacts



Deloitte Afrique



Aristide Ouattara
Financial Industry Leader
Deloitte Afrique Francophone
aouattara@deloitte.fr



Aymen Mtimet
Fintech and Payment Services Leader
Deloitte Afrique Francophone
amtimet@deloitte.tn



Darren Shipp
Financial Industry Leader
Deloitte Afrique Anglophone
dshipp@deloitte.co.za



Mohamed Ali Jebira
Insurance Industry Leader
Deloitte Afrique Francophone
mjebira@deloitte.tn



Sandrine Soppo Priso
T&L Leader for Financial Services
Deloitte Afrique Francophone
ssoppopriso@deloitte.com



Siliziwe Mafika
Director – Finance and Performance
Deloitte Afrique Anglophone
smafika@deloitte.co.za



El Mehdi Ghissassi
Banking Industry Leader
Deloitte Afrique Francophone
eghissassi@deloitte.com



Elodie Matoko
Financial Industry Community Manager
Deloitte Afrique Francophone
ematoko@deloitte.fr



Yasin Masha
Associate Director – Strategy and
Business Design
Deloitte Afrique Anglophone
ymasha@deloitte.co.za



Laurent De L'Espinay
Senior Manager Sustainability
Deloitte Afrique Francophone
ldelespinay@deloitte.fr



Hamadi Asli
Financial Industry Community Coordinator
Deloitte Afrique Francophone
hasli@deloitte.tn



Andronicah Jiyane
FSI Marketing Lead
Deloitte Afrique Anglophone
ajiyane@deloitte.co.za

Africa Financial Industry Summit – Jeune Afrique Media Group



Amir Ben Yahmed

CEO, Jeune Afrique Media Group &
President d'AFIS
aby@jeuneafrique.com



Ramatoulaye Goudiaby

Directrice d'AFIS
Jeune Afrique Media Group
r.goudiaby@jeuneafrique.com



Julien Wagner

Directeur éditorial des événements,
Jeune Afrique Media Group
j.wagner@jeuneafrique.com



Regis Kamdem

Consultant éditorial
Jeune Afrique Media Group
r.kamdem@jeuneafrique.com



Olivier Nieburg

Consultant éditorial
Jeune Afrique Media Group
o.nieburg@jeuneafrique.com



Stanislas Diouf

Consultant éditorial
Jeune Afrique Media Group
s.diouf@jeuneafrique.com

Fondé à Tunis en 1960, Jeune Afrique Media Group est un groupe de médias panafricain basé à Paris. À travers ses différentes publications (Jeune Afrique, The Africa Report et Jeune Afrique Business+), JAMG propose, en français et en anglais, une couverture de l'actualité africaine et internationale ainsi que des analyses et réflexions sur les enjeux politiques et économiques du continent. Premier éditeur de presse panafricain en termes de diffusion et de lectorat, le groupe a également bâti une présence de premier plan dans l'événementiel avec la création de l'AFRICA CEO FORUM.

Crée en 2021 par Jeune Afrique Media Group et l'AFRICA CEO FORUM, AFIS est la plateforme de référence de l'industrie financière en Afrique.

Alors que le développement de l'Afrique passe par la construction d'un secteur financier efficace, inclusif et durable, AFIS stimule le dialogue entre les gouvernements, les régulateurs et les leaders de l'industrie financière (banques, assurances, opérateurs de mobile money, fintech) sur un continent dont le potentiel de croissance est freiné par une mauvaise orientation des financements disponibles.

L'objectif d'AFIS est de construire une industrie financière robuste au service de l'économie réelle et du développement durable.

AFIS s'engage également activement à contribuer au succès de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui devrait accélérer l'intégration et la croissance du secteur financier africain.

L'édition 2022, du sommet annuel de l'AFIS s'est tenue à Lomé (Togo) les 28 et 29 novembre et a réuni plus de 850 membres du Comité exécutif des grandes institutions financières, Ministres de l'Economie et des Finances, Gouverneurs de banques centrales et Régulateurs.

1er

groupe multimédia
d'informations
et de services aux
décideurs
économiques et politiques
francophones et
anglophones
africains et internationaux
concernés par l'Afrique

Indépendance

éditoriale
et capitalistique

Expertise

Bien informer,
mieux décider

Innovation

Multimédia, multicanaux,
multiformats